

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

Jeudi 15 septembre 1977 - N° 507

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F



## RENTREE DES CLASSES

### Le dressage pour 13 millions d'élèves

Treize millions d'élèves vont reprendre ce jeudi le chemin de l'école «laïque, gratuite et obligatoire». De la maternelle à la terminale, les salles de classe vont à nouveau se remplir et le dressage reprendre.

Gratuite l'école ne l'est que dans les discours ministériels et dans les livres. Pour des millions de familles, la rentrée scolaire est synonyme de privations, malgré une allocation de rentrée qui est loin de couvrir les frais engagés. Une rentrée pour trois enfants coûte les trois quarts d'un revenu familial mensuel, uniquement pour les fournitures !

Les lourdes dépenses auxquelles sont contraints les travailleurs pour la scolarisation de leurs enfants ne leur donnent pourtant aucun droit de regard sur ce qui s'y passe. La laïcité ne veut pas dire grand chose, l'enseignement dispensé s'apparente de plus en plus au dressage ou à la mise en condition pour la majorité des élèves. Les trois quarts n'auront qu'un enseignement au rabais, utilitaire pour les besoins du patronat et de la classe dominante. La réforme Haby appliquée en sixième à partir de la rentrée renforce cet aspect de l'école.

Les élèves seront formés à la discipline qui interdit toute critique de la parole du maître et apprend à obéir sans discuter. Haby a pris ses dispositions pour réprimer les mouvements de révolte contre la formation disciplinaire qui prépare à l'usine.

L'aggravation du contrôle disciplinaire et de la déqualification par la réforme Haby vont marquer cette rentrée.

(Lire page 4)

## CHÔMAGE

Premières retombées de la campagne sur l'emploi

### 60 000 chômeurs supplémentaires

En août contrairement aux années précédentes, le chômage a continué d'augmenter. D'après les chiffres officiels qui minimisent le chômage, on a compté chaque jour du mois d'août 2 000 nouveaux chômeurs. Tel est le résultat le plus concret de la campagne gouvernementale pour l'emploi.

Autre résultat à inscrire au crédit du plan Barre, 127 travailleurs de plus de 60 ans ont pris leur pré-retraite, sur plus de 350 000 qui y ont droit.

## GISCARD-GIEREK

La pseudo-détente applaudie

Lire page 9

## sommet de la gauche

La place du PCF  
dans le gouvernement  
en arrière fond de la querelle

Mercredi se tenait le sommet de la gauche. Etant un journal du soir, nous ne pouvons rendre compte de son issue. Nous y reviendrons donc en détail dans notre journal de demain. Cela étant, parmi les derniers commentaires qui ont précédé l'ouverture de ce sommet, certains ont mis l'accent sur ce qui nous apparaît comme étant l'essentiel de cette rencontre entre les trois leaders de la gauche : il s'agit en fait pour eux, et plus particulièrement pour Marchais, de négocier les places fortes d'un éventuel pouvoir de gauche.

## Barre aux USA : achetez français

Mercredi soir, Barre devait partir aux Etats-Unis par un vol régulier de Concorde. Le «New York Times» ne s'est pas trompé sur les intentions du premier ministre en estimant que ce dernier venait en quémendeur de voix supplémentaires aux prochaines élections. Barre se serait-il inspiré des affiches du PCF : «achetons français» ?

(Lire page 6)

## L'europe spatiale à l'eau

Dans la nuit de mardi, une fusée US devait placer sur orbite un satellite européen de télécommunication. Mission réussie pour les USA : le satellite US est en orbite... dans l'océan Pacifique. La fusée a pris au départ une mauvaise trajectoire, il a fallu la faire exploser en vol. Les satellites de télécommunications US demeurent sans concurrents.

## Giscard assure Schmidt de sa collaboration



La conversation que Schmidt et Giscard ont eu mardi soir au téléphone n'est pas innocente. Alors que l'Allemagne est en proie à la fureur policière et répressive, il s'agissait d'évoquer les accords mutuels en matière de chasse aux terroristes : Giscard a assuré Schmidt de sa collaboration, la police française peut donner un «coup de main» au gouvernement allemand dans ses recherches actuelles, comme elle peut arrêter et extradier les opposants allemands réfugiés en France.

(Lire page 9)

## Le nucléaire en question

«Les écologistes veulent nous faire revenir à l'âge des cavernes». Sous une forme ou sous une autre, tous ceux qui soutiennent le programme électronucléaire français, utilisent cet argument pour «prouver» l'irréversibilité des choix qui le sous-tendent. Gouvernement, EDF, CEA, ténors du PCF ou du PS retrouvent une belle unanimité à ce propos. Malgré sa mauvaise foi évidente, cet argument pose à sa manière le problème de la croissance, justificatrice des programmes les plus irresponsables.

Nous n'avons pas l'intention d'aborder ici les questions soulevées par la croissance dans leur généralité. La bourgeoisie a modelé le concept de croissance à sa façon, et la première chose à faire serait peut-être d'en dépasser les apparences.

Nous aborderons un problème plus directement en rapport avec le programme électronucléaire : celui de la croissance de la consommation d'énergie. Est-elle une nécessité hors de laquelle aucun progrès social n'est concevable, comme l'explique le PCF ? Dans ce cas, on voit mal comment concevoir simultanément une politique énergétique tournée vers le territoire national, et le maintien d'une forte croissance de la consommation d'énergie. Le maître-mot en l'affaire est apparemment celui d'«économie d'énergie». Nous en avons discuté avec les chercheurs de l'Institut Economique et Juridique de l'Energie à Grenoble. Leurs études les ont amenés à exprimer leur désaccord avec la politique énergétique actuellement suivie, à propos du programme nucléaire en particulier, tout en se situant dans l'hypothèse d'un maintien du capitalisme. Ceci limite bien sûr les propositions possibles. Nous reviendrons sur ce sujet dans le cadre de la série. Aujourd'hui, Jean-Marie Martin, directeur de l'IEJE répond à nos questions.

Propos recueillis par Eric BREHAT



Le choix de construire des grosses unités productrices uniquement d'électricité (ici St Laurent des Eaux) implique nécessairement que 60 % de leur énergie est gaspillée, et va réchauffer fleuves et rivières.

# Le mythe de la croissance énergétique

Interview de Jean-Marie MARTIN de l'Institut Economique et Juridique de l'Energie

► QdP : La croissance de la consommation d'énergie est-elle entraînée automatiquement par la croissance de l'activité économique ?

— J-M M. : Dans le passé, on a toujours présenté la consommation d'énergie comme une donnée exogène (1) à l'approvisionnement énergétique. On l'imaginait comme une résultante de la croissance économique, sur laquelle on ne pouvait pratiquement pas avoir d'influence. La croissance économique étant ce qu'elle est, la croissance énergétique devait en résulter de façon presque automatique. Il suffirait de lui répondre le mieux possible, en cherchant la meilleure combinaison des sources d'énergie disponibles.

En fait, cette conception est critiquable, car la consommation d'énergie est, bien sûr, fortement modelée par la croissance économique, dans son rythme et son contenu, mais elle est aussi une variable sur laquelle on peut agir.

Lorsque l'on parle de consommation d'énergie, on envisage en effet une quantité qui est la somme de toutes les énergies primaires auxquelles on a fait appel dans un temps donné (charbon, pétrole, gaz, etc.). Or, ce qu'une économie utilise réellement n'est pas cette quantité, mais une autre, assez éloignée, que l'on peut appeler consommation d'énergie utile. Entre ces deux quantités intervient toute une série d'opérations qui font que le rapport entre consommation d'énergie utile et primaire peut grandement varier.

Le rendement global est au mieux de l'ordre de 30 %, c'est-à-dire qu'on utilise, au mieux, 30 % de la quantité d'énergie primaire disponible.

► QdP : Ceci pose le problème d'un certain gaspillage de l'énergie primaire. A ce propos, que peut-on dire du résultat de la campagne sur

les économies d'énergie menée par le gouvernement ?

— J-M M. : On a économisé en 1976 environ 13 MTeP (2) par rapport à ce qu'on aurait dû consommer, toutes choses égales par ailleurs. Leur répartition a été la suivante :

- 9 MTeP dans les foyers domestiques,
- 1 MTeP dans l'industrie de l'énergie (raffinage du pétrole),
- 2 dans les transports,
- 1 dans l'industrie.

En 1975, l'économie avait été de 2 MTeP, dont zéro en provenance de l'industrie.

### QUI A ÉCONOMISÉ DE L'ÉNERGIE

Pourquoi cette répartition dans les économies ? D'abord parce que le gouvernement a fait porter l'essentiel de son effort sur les foyers domestiques, à travers diverses mesures. Dans l'industrie, l'effort n'a pas donné grand-chose pour plusieurs raisons :

— Dans un premier temps, les 18 mois qui ont suivi l'augmentation du prix du pétrole, la plupart des industriels pensaient que la hausse était accidentelle, qu'il ne s'agissait pas d'un changement profond.

Mi 75, l'industrie française s'est convaincue que les choses changeaient sérieusement. De nombreux industriels ont cependant temporisé pour plusieurs raisons. Puisque le gouvernement mettait en place un système de subventions, ne pas y répondre immédiatement ne pouvait qu'inciter à en élever le niveau. Par ailleurs, si de nombreuses opérations économisant l'énergie ont un rendement interne très élevé, elle demandent des investissements nouveaux. Comme nous sommes en période de récession, que le

taux de renouvellement des équipements est faible, peu d'industriels les ont effectivement engagées.

► QdP : Jusqu'où peut-on aller, dans le cadre actuel de l'économie ?

— J-M M. : L'objectif du plan est d'arriver sur l'horizon 1985 à 45 MTeP. Les estimations de l'IEJE vont jusqu'à 60 MTeP, en se limitant aux mesures qui ne supposent pas des changements radicaux dans le système économique et social actuel.

### LE BLOCAGE : L'EXEMPLE DES BOUTEILLES EN VERRE

Mais pour peu qu'on pousse l'analyse de ces mesures techniques, il vient toujours un moment où on franchit le seuil du choix technique pour atteindre les structures de la production, la répartition et la qualification des emplois...

► QdP : Par exemple ?

— J-M M. : Voilà un exemple concret très simple : nous avons étudié les différentes politiques concevables à l'égard des bouteilles en verre. Il y en a trois :

- on continue à les jeter ;
- on les récupère pour les concasser et revendre le produit à l'industrie du verre (en Suisse, par exemple, les municipalités se livrent à ce travail) ;
- on en revient à l'ancien système de récupération, transport et lavage, lequel permet d'utiliser la même bouteille 7 à 8 fois.

Nous avons fait le bilan énergétique complet, incluant dans le dernier cas l'énergie nécessaire au transport, au lavage, etc.. Le

résultat est le suivant, en consommation énergétique : si l'on prend la base 1 pour la politique de réutilisation des bouteilles, on atteint 4,5 avec la récupération du verre et son concassage, et 7 avec la politique de verre perdu.

L'économie d'énergie peut donc être considérable en revenant à l'ancien système ! Ces calculs ont été vérifiés par les ingénieurs d'une grande entreprise fabriquant des bouteilles. Aussi nous rétorque-t-on que récupérer des bouteilles signifierait le licenciement de milliers d'ouvriers. Ce à quoi on peut répondre que cette politique créerait peut-être autant d'emplois qu'elle en supprime. Mais ne serait-ce pas alors déqualifier les travailleurs du verre... etc. ! On pourrait en discuter.

Le problème est du même genre avec le transport de marchandises : le camion est utilisé dans des usages où il n'est pas indispensable. Par exemple, tout près d'ici, Progil s'approvisionne et expédie à ses clients des produits chimiques pondéreux par route, sur très longue distance. Là aussi, on dépasse les mesures techniques. Economiser de l'énergie voudrait dire que progressivement, toute une série de transports qui ont été abandonnés aux camions soient transférés aux chemins de fer. Cela implique des mesures. D'abord, mettre beaucoup moins l'accent sur le développement des autoroutes tous azimuts, ce qui est la politique actuelle. Il y a contradiction flagrante entre la volonté officielle d'économiser de l'énergie et toutes les mesures en faveur de l'automobile individuelle, du camion et de l'autoroute.

Pour résumer, les 45 MTeP du plan sont tout à fait réalisables. Pour pousser beaucoup plus loin le niveau de conservation de l'énergie, il faudrait envisager des mesures qui ont d'importantes implications économiques, sociales

et politiques. Il existe par exemple de puissants groupes de pression derrière le transport routier. Ces mesures sont donc difficiles à envisager dans le système économique et politique actuel.

► QdP : L'application du programme commun permettrait-elle d'aller plus loin ?

— J-M M. : Nous n'avons fait aucune étude à ce propos. Tout ce que je puis dire, c'est qu'un changement de majorité politique pourrait permettre d'entreprendre des actions du type de celles que j'ai citées. Il pourrait aller un peu plus loin qu'à présent. Par exemple, une politique municipale dynamique, en matière de conservation de l'énergie (récupération du verre, incinération des ordures, réseaux de chauffage urbain...) pourrait faire passer à un autre niveau nos économies d'énergie. Mais nous n'avons fait aucun chiffrage dans ce sens.

► QdP : En ce qui concerne la politique autoroutière, par exemple, il n'y a jamais eu la moindre opposition à l'assemblée nationale à la construction des autoroutes. Au contraire, la gauche semblait trouver qu'il n'y en avait pas assez !

— J-M M. : C'est pour cela que je n'ai pas dit qu'un changement de majorité entraînerait nécessairement les mesures invoquées. On peut imaginer un large consensus des partis de gauche et de droite sur le développement de l'autoroute et sur l'automobile. Evidemment, dans ce cas, le changement de majorité ne changerait rien à rien.

(1) qui n'est pas déterminée par l'approvisionnement énergétique.

(2) MTeP : Millions de tonnes d'équivalent pétrole

## LUTTES OUVRIERES

Centre de tri Paris-Nord

# Un nouvel aspect de la rentabilisation

## LE DÉVERSEMENT

● Il y a quelques mois, dans la période avant les congés, les postiers du centre de tri de la Gare du Nord, plus communément appelé «Landry», rentraient en grève pour exiger la satisfaction d'une revendication commune à tous les postiers : augmentation des effectifs et donc, baisse d'une

charge de travail qui ne fait qu'augmenter. Le dernier bulletin CFDT du centre de tri de Paris-Nord montre que, comme ailleurs, la période des vacances n'a fait qu'accroître l'acuité de cette revendication !

Le vendredi 5 août, FR 3 est venue au centre de tri de Paris-Nord «tourner» une séquence pour les informations régionales. Au centre de ce reportage, «la situation du trafic et des effectifs» dans notre centre. Tous ceux qui travaillaient au mois de juillet ont pu constater les «restes» importants qui s'accumulaient dans le service «province» (396 000 lettres et 180 000 journaux le 22 juillet) et l'énorme disproportion entre le trafic très important du courrier à destination du service «Nord-Etranger» et la minceur des effectifs pour ce service !



Des conditions de travail encore aggravées durant les vacances

Qui pourrait prétendre que l'Administration a été prise de court par une situation imprévisible, alors que pas un postier n'ignore que le trafic est partout important en juillet-août, et spécialement la correspondance à destination de l'étranger en raison du nombre de touristes visitant notre pays ?

L'augmentation nécessaire des effectifs n'a pas semblé, durant les congés, être le souci, plus que précédemment, du gouvernement, dont l'obsession quotidienne semble être bien moins le bon fonctionnement de la poste que «l'art et la manière» d'empocher des taxes (timbres) sans assurer les services correspondants !

Ce qui devait arriver arriva. La «province» et le «Nord-Etranger» (services), se sont trouvés engorgés et on eut beau utiliser le personnel des autres services (entre deux chariots de

paquets, on faisait trier aux agents du Val d'Oise, de la Belgique ou de la «province»), ce ne fut «qu'emplâtre sur une jambe de bois». C'est alors que l'Administration a décidé d'employer la technique «éprouvée» du déversement, qui consiste à acheminer sans tri préalable le courrier, qui s'accumule et a déjà pris un retard important ! C'est ainsi que nos camarades postiers des Pays-Bas, Grande-Bretagne et Belgique eurent la joie de recevoir de la poste française, au cours du mois de juillet : 4 215 000 objets de correspondance acheminés sans aucun tri préalable. Ajoutons que, vu les conditions dans lesquelles se sont effectués les déversements, il devait y avoir passablement de fausses directions !

Il n'est pas possible pour la CFDT d'accepter cette situation sans réagir. On

ne peut pas se battre pour la création d'effectifs, pour la qualité du service public, pour de meilleures conditions de travail, contre la déqualification croissante et accepter de voir «banalisée», institutionnalisée comme moyen de fonctionnement des services la technique du déversement !...

C'est alors que l'équipe de journalistes des informations régionales «Ile de France» prit contact avec la CFDT. L'embarras de l'Administration était évident et ce fut la «centrale» qui prit les choses en main, n'hésita pas à remplacer les responsables locaux le temps de l'émission, et déclara, à l'unisson du secrétaire d'Etat, que «tout allait bien» !

Ce qui s'est passé cet été dans notre centre révèle en tout cas une fois de plus les arrière-pensées du pouvoir :

— Il s'agit de rentabiliser

au maximum, les conditions de travail des postiers, la qualité du service postal, fussent-elles en souffrir. Rentabiliser, objectif premier qui passe par le sous-effectif et la déqualification (avec la technique du déversement automatique 4 préposés suffisent à faire «tourner» le service du «Nord-Etranger»).

C'est au nom de cette même politique de rentabilisation que l'on embauche des «vacataires» à qui l'on peut demander de faire n'importe quel horaire, que l'on peut licencier quand on veut... et qui n'ont rien coûté à l'Administration en matière de formation.

Nous devons nous battre pour imposer les créations d'emplois de titulaires nécessaires au bon fonctionnement de la poste. Contre le démantèlement et la privatisation !

(Extraits bulletin CFDT-PTT Paris-Nord)

### Gegedur : une ouvrière meurt écrasée

Une ouvrière manutentionnaire aux expéditions de l'usine Gegedur d'Angers, est morte, écrasée par des caisses. Une tonne et demie de barres d'aluminium sont tombées sur elle. Ces caisses étaient empilées les unes sur les autres. L'ouvrière était payée au rendement, et seule à ce poste. Elle devait travailler très vite.

Fatalité, nous dira-t-on, une fois de plus. Mais dans l'usine, depuis la rentrée, il y a déjà eu deux autres «accidents».

Cette fatalité, les ouvriers la refusent. Ils ont débrayé immédiatement, par quart de huit heures.

### Vocations horlogères

L'Association pour la Promotion des Vocations Horlogères (A.P.V.H. : 78, avenue Raymond Poincaré à Paris) vient d'avoir une curieuse idée : celle d'offrir trente bourses de 10 000 francs chacune à des jeunes, dans le but de les attirer vers cette profession et plus particulièrement dans le secteur... de la production de la montre à quartz. Mesure pour le moins démagogique. Où iront donc travailler ces jeunes quand on sait qu'en 1976, les pouvoirs publics promettaient la création de 105 emplois dans ce secteur : six avaient été créés.

### Rhône-Alpes : journées d'action

Du 26 au 29, des journées d'action seront organisées dans la région Rhône-Alpes par la CGT et la CFDT. Débrayages et manifestations «poursuivant la journée nationale du 24 mai». Les objectifs : SMIC à 2 200 F, augmentations de salaire, garantie du pouvoir d'achat, défense du droit au travail, libertés syndicales...

### Salaire RATP : + 0,3%

Les syndicats F.O., autonomes, indépendants, CFTC et CGC ont signé mardi avec la direction de la RATP un accord particulièrement bidon. Il prévoit : «une élévation du pouvoir d'achat» de 1,1 % en fin d'année. Et encore, ce n'est pas sûr ! Il faut pour cela que la hausse des prix ne dépasse pas 8,5 % et que la production nationale progresse de 3,5 % ! plus les prix monteront, plus la hausse des salaires diminuera ! Au cas où la hausse atteindrait 10 %, l'augmentation du pouvoir d'achat serait ramenée officiellement à zéro. Drôle de raisonnement, qui fait un sort à la fameuse théorie de la course des salaires et des prix. En tout état de cause, on promet quand même aux agents RATP un minimum de 0,3 % en vertu d'une clause «basée sur les résultats spécifiques de l'entreprise» !

### Entrepôts des Galeries Lafayette

## RIEN NE VA PLUS

En 1972, les Galeries Lafayette annoncent la création d'un nouveau magasin à Rungis Belle-Epine près de Paris et son ouverture probable pour 1973. Dans les entrepôts des Galeries Lafayette de Paris, le personnel voit d'un mauvais œil cette ouverture ; en effet, les demandes faites par la direction sont de gérer pour un moment les stocks de Rungis. Résultat : septembre 1977, les employés de réserve travaillent toujours pour Belle-Epine. En 74, les Galeries Lafayette annoncent la création d'un magasin Galeries Lafayette dans le complexe de la tour Montparnasse ; là encore, le personnel est obligé d'assurer les stocks pour l'ouverture de ce magasin. Résultat : septembre 77, les employés des réserves de Paris travaillent toujours pour Maine-Montparnasse. Il y a deux ans les Galeries Lafayette annoncent une modification du magasin de Montpellier et avertissent le personnel de Paris que pour la période des travaux, les stocks seront gérés par Paris. Résultat : septembre 77, les stocks sont toujours gérés par Paris. Ceci après «l'opération sourire» de la direction qui accordait une prime de 150 francs en octobre 76 au personnel des réserves de Paris.

Octobre 76 donc, une prime est accordée aux employés des entrepôts de la rue Blanche dans le 9<sup>e</sup>, de Belème dans le 18<sup>e</sup>, de St Denis dans l'île St Denis, et d'Hausman dans le 9<sup>e</sup>, seule. A cette époque, la CGT réclamera que cette prime soit versée tous les mois. Pour le personnel des entrepôts, cela voulait dire augmentation des cadences, détérioration des conditions de travail, par le système d'envoi par des cartons, par le ré-assortiments des succursales. Mais en décembre 76, la direction générale des Galeries annonce son intention de passer en stock Paris, les stocks de Lyon. Alors là, c'est la goutte qui fit déborder le vase.

Septembre 77, pour éviter tout mécontentement

du personnel, la direction accorde 160 francs de prime en septembre pour surcroît de travail. Là, la coupe est pleine ; c'en est assez ! A l'appel de la CFDT et de la CGT des Galeries Lafayette-entrepôts, une Assemblée générale se tient dans chaque entrepôt, Blanche, Belème, St Denis, Hausman pour discuter sur les actions à engager face à ce surcroît de travail. Pour les employés des entrepôts le «ras-le-bol» est très important : refus de travailler pour cinq patrons avec un seul salaire. Lors des Assemblées générales, les employés discutent longuement sur les actions à engager, c'est Bolone qui lancera l'initiative. Mardi 6 septembre en Assemblée générale, le personnel décide à 80% le principe d'une heure de grève en avertissement, proposée pour l'ensemble des entrepôts. Ce principe sera adopté à Blanche et à Hausman et sera contesté à St Denis, qui eux, proposent l'après-midi complète ; la date sera fixée en inter-syndicale CGT-CFDT sur l'ensemble des réserves pour le mardi 13.

Devant cette mobilisation, la direction convoque les délégués pour le mercredi 14 septembre à l'ouverture des magasins. Ceci est une première victoire sachant que la direction refusait jusqu'à maintenant de négocier. C'est un premier pas important sur les réserves qui, depuis 68, n'avaient jamais entrepris une mobilisation de cette ampleur. Les travailleurs des réserves sont d'autant déterminés qu'ils ont pour eux un atout dans le rapport de force. La direction a fixé à la fin septembre, la campagne commerciale des 3 J (trois jours de ventes à prix réduits) qui lui rapportent plusieurs milliards. Les travailleurs des entrepôts des Galeries Lafayette détiennent les stocks 3 J et ceci est une arme qu'ils comptent bien utiliser si besoin est.

Correspondant Galeries Lafayette

### En bref... En bref...

Cuir : 1 000 licenciements en 8 mois

Licenciements

200 licenciements aux T.F.R. (Le Puy, Bort-les-Orgues), 180 à S.P.C. (Salies-de-Béarn), 260 chez Versaveau (Nontron), 200 chez Pratic (Clérieux), 250 chez SAC-Sacair (Cholet), 30 chez Domange (Sens).

● Chez Matis, à Soultz (Haut-Rhin) : les 25 travailleurs sont licenciés. Matis fabriquait du matériel pour le bâtiment et les travaux publics.

● Société des Câblages Imprimés Stéphanois : l'usine ferme, les 50 ouvriers se retrouvent au chômage.

## LUTTES PAYSANNES

La chaptalisation du vin

FAIRE ÉCHEC  
AU POUJADISME

● A l'approche des vendanges, la situation dans le Midi viticole est catastrophique. La quantité de raisin sera faible et la qualité tout à fait médiocre. Des viticulteurs qui avaient l'habitude de faire du vin de 12°, vont se retrouver avec une récolte faisant à peine 10°, peut-être même moins !

C'est donc dans une région véritablement sinistrée que les vendanges vont bientôt commencer.

Face à cette situation, on parle beaucoup de chaptalisation.

Dans l'Aude, des viticulteurs ont décidé de passer outre l'interdiction de sucrage des vins du Midi et de le faire clandestinement, suivant en cela le Syndicat Unique des Viticulteurs de l'Aude, syndicat créé en 1971 par des fascistes avoués.

«UNE BOUÉE  
DE SAUVETAGE» ?

Mais si la bourgeoisie viticole pousse à cette pratique, car elle y a intérêt (voir *Quotidien du Peuple* N° 499 du 6 septembre 1977), les petits viticulteurs s'y accrochent aussi, croyant trouver là une «bouée de sauvetage» pour «ne pas crever». Pourtant, déjà en 1971, une récolte très mauvaise avait amené certains viticulteurs à chaptaliser clandestinement. Cela n'avait pas empêché que leurs vins soient invendables ; cela n'avait pas freiné non plus l'élimination de ceux dont la productivité était trop faible.

LE P.C.F. POUR LA  
CHAPTALISATION

Les organisations qui veulent se démarquer de cette revendication corporatiste, mise en avant par les éléments poujadistes, sont dans l'embarras. Le PCF accepte l'emploi de sucre pour remonter le degré des vins sinistrés, même si c'est «sous un contrôle strict en accord avec les organisations viticoles» et de manière exceptionnelle. Accepter le principe, c'est faire croire une fois de plus aux viticulteurs que ces mesures peuvent leur donner à tous, petits et gros, une même bouffée d'air, et qu'elles peuvent faire échec à la politique du capitalisme financier. Celui-ci, représenté par les négociants cherchera toujours à se procurer les vins au plus bas prix, c'est-à-dire là où la productivité est la plus grande. C'est ainsi que la chaptalisation profitera aux gros producteurs de la plaine qui font du 150 hectolitres à l'hectare en employant de nombreux moyens de production.

METTRE  
LE GOUVERNEMENT  
EN ACCUSATION

Les viticulteurs du MIVOC refusent nettement le recours à la chaptalisation ; Jean Huillet explique la position du MIVOC :

«Sur le plan de l'éco-

nomie, on est absolument contre, parce qu'on part du principe que la chaptalisation, ce n'est pas la solution au problème viticole. C'est la porte ouverte aux abus, à la fraude, aux vins industriels. Sur le plan économique-politique, c'est l'arme avec laquelle on va descendre le Midi viticole : la chaptalisation systématique, c'est la voie ouverte à la surproduction, surproduction dont bénéficiera la bourgeoisie viticole. En effet, les producteurs en cave particulière produisent encore 40% de la production, même s'ils ne sont que 5%».

Pour tenter de résoudre cette contradiction appa-

soient évidemment interdits. La différence de prix entre les moûts concentrés d'importation et les moûts concentrés français devrait être prise en charge par le FORMA, parce que tout le monde considère qu'on est une région sinistrée qualitativement et quantitativement.

«Beaucoup ne sont pas d'accord parce que ça paraît plus facile de chaptaliser. C'est absolument faux. Nous, en tant que syndicat, on a agi seul. On a pris la position «contre» officiellement. On voit qu'on est peu suivi par la Fédération de Caves de l'Aude : elle essaie d'expliquer timidement que ce n'est pas le moment de se lancer là dedans.»

UN AN  
APRÈS MONTEDISON  
QUELLES  
PERSPECTIVES ?

Certes, la chaptalisation n'accuse personne, mais est-ce suffisant de mettre en cause le gouvernement ? En effet, faute de perspectives politiques suffisamment claires qui permettent de lutter directement contre le capitalis-



A l'approche des vendanges, quelles propositions face à la fausse «solution» de la chaptalisation ?

rente (une récolte catastrophique et la volonté des petits viticulteurs de ne pas disparaître d'une part et le refus de chaptaliser), le MIVOC met en accusation le gouvernement et veut l'obliger à considérer le Midi viticole comme une zone sinistrée : «La chaptalisation, ça ne met en accusation personne et on ne peut pas continuer cela.»

«Nous, cette année, on voudrait amener le gouvernement à prendre ses responsabilités. On est toujours contre la chaptalisation, à la limite même cette année. On serait pour l'amélioration avec les moûts concentrés. Ce n'est pas une grande nouveauté. Ça a toujours existé. On demanderait à ce que les moûts concentrés d'importation

me, les viticulteurs se tournent vers le corporatisme. Jean Huillet le dit lui-même : «La bourgeoisie viticole pousse mais ce n'est pas elle qui en est le porte-parole (du corporatisme). C'est vraiment le poujadisme. Delpoux, c'est un Marcellin Albert de droite ! Du fait qu'on a passé presque un an après Montredon sans se relever, et qu'on n'a pas été assez offensifs sur le plan politique, le poujadisme qu'on avait réussi à faire reculer, (non pas à faire disparaître) revient à toute vitesse sur la base : «On ne veut pas crever». Leur base de revendication est juste, mais ils se trompent complètement de moyens.»

Nadine CHATRAS

ÉTÉ RECORD  
POUR LE CHÔMAGE

Chômage : un été pourri

● Habituellement pendant l'été la courbe du chômage marque un fléchissement plus ou moins prononcé, avant la brusque reprise de septembre. Ce phénomène saisonnier permet au gouvernement de se féliciter de la diminution du chômage. 1977 n'aura même pas connu cette acalmie saisonnière. Contrairement aux années précédentes, les files de chômeurs ont continué à s'allonger pendant les mois d'été.

La publication des chiffres officiels pour le mois d'août confirme l'aggravation de la situation de l'emploi. Au lieu d'amorcer sa décade d'été, le chômage a continué à monter. On a officiellement comptabilisé 60 000 chômeurs de plus en août en chiffres réels, ce qui ne s'était jamais vu auparavant. Il y avait au 31 août 1 063 900 chômeurs contre 1 004 276 un mois plutôt, soit 59 600 de plus, près de 2 000 nouveaux chômeurs par jour, une progression de 5,9%. Les chiffres en données corrigées des variations saisonnières, c'est-à-dire tenant compte des variations de la courbe du chômage qui se font sentir régulièrement, sont nettement plus élevés. On arrive en données corrigées au chiffre de 1 215 900 chômeurs. Le fait que le chômage ait continué à

augmenter au mois d'août alors qu'il diminue habituellement à cette époque, laisse entrevoir ce que seront les chiffres des prochains mois qui connaissent chaque année une augmentation très forte. Il est probable qu'on enregistrera des chiffres de l'ordre de 1 500 000 chômeurs d'ici la fin de l'année.

D'ores et déjà, les derniers chiffres connus montrent l'échec de l'opération «emploi jeunes» lancée par le gouvernement et le patronat. La campagne publicitaire qui a accompagné cette opération n'a produit aucun effet.

Il ne semble pas non plus que la pré-retraite à 60 ans ait eu beaucoup de succès. 127 travailleurs de 60 ans et plus, sur 350 000 ont fait la demande pour en bénéficier. Les raisons en sont pour l'essentiel la

perte de salaire d'au moins 30% que cela occasionne, ainsi que le fait qu'un travailleur retraité se retrouve dans le système actuel brutalement privé de toute activité. 1 419 salariés ont bénéficié si l'on peut dire, de la retraite à 60 ans du fait de licenciements. Il serait plus juste, à l'égard de travailleurs qui n'ont pas choisi leur mise à la retraite de parler de chômage camouflé.

Les mesures de maquillage du chômage prises par le gouvernement n'ont donc produit pratiquement aucun effet, même artificiel sur le niveau du chômage. Les mesures du plan Barre-ter confirment que le gouvernement s'est résigné à un taux de chômage record pour les prochains mois. Les seules dispositions prises n'ont d'autre but que de limiter la montée du chômage non pas par la création d'emplois, mais par la répression, l'élimination de l'ANPE des chômeurs refusant un emploi, même s'il ne correspond pas à leur qualification, et la chasse systématique de ceux qui ont une activité d'appoint.

S. L.

## bref...En bref...En bref...En b

Suicide  
d'un auxiliaire  
oublé

Un maître d'internat (surveillant) sans emploi, s'est suicidé dimanche dernier à Nîmes. Jean-Luc Armand avait fait une première tentative de suicide en se jetant sur les rails devant un autorail. In extremis, le train avait stoppé. Dimanche dernier, il a recommencé et le miracle ne s'est pas produit. Le recteur a annoncé après coup qu'il était nommé dans un CET à Montpellier. Ceci n'enlève rien à sa responsabilité.

Emission pirate  
devant la prison  
de la santé

Mardi, à 19 heures, le CAP (comité d'action prisons) a réalisé une émission pirate à destination des détenus de la Santé. L'émetteur se situait à quelques centaines de mètres de la prison, dans un terrain vague. Une bonne partie de l'émission est demeurée pour des raisons techniques inaudible et très peu de temps après qu'elle soit devenue claire, l'émission a dû être interrompue en raison de l'arrivée de la police.

Les parents  
de Boukhezzar  
portent plainte

Les parents de Mustapha Boukhezzar portent plainte contre le brigadier Marchaudon qui a tué leur fils le 23 août dernier à Chateaufort-Malabry. Ce jour-là, une équipe de petits gangsters est surprise dans une tentative de hold-up par la police. Les policiers tirent sur les gangsters qui s'enfuient. Mustapha Boukhezzar, touché, s'écroule. Marchaudon vide alors son arme à bout portant dans le dos de Boukhezzar à terre.

# LA RENTRÉE SCOLAIRE

## ● Elle coûtera les 3/4 d'un revenu mensuel d'un smicard

● La rentrée 77 pèsera lourd dans le budget des familles. C'est ce que constatent, devant les rayons des librairies ou des grands magasins les familles, nombreuses à faire les derniers achats. Ces hausses ont fait l'objet d'une étude détaillée menée par l'association «*École et famille*» qui a élaboré le budget réel de familles différentes, selon les classes, le nombre d'enfants, le revenu salarié.

Tout d'abord, la hausse enregistrée (9 % dans l'ensemble) affecte l'ensemble des fournitures et frais scolaires. Ces dépenses présentent de grosses disparités d'un quartier à l'autre et d'une famille à l'autre, certains élèves étant demi-pensionnaires par exemple.

### DES «PETITS FRAIS» QUI PÈSENT LOURD

Le cartable est cette année à un prix moyen de 73 francs. Mais les familles qui ont des demi-pensionnaires (qui partent pour une journée entière et qui sont donc très chargés) sont de ce fait souvent amenées à choisir le cartable de cuir, plus solide mais plus cher (environ 160 francs).

Si en «petite papeterie», de nombreux articles sont restés presque au même prix, c'est souvent parce que les grands magasins proposent sur ces articles des prix «cassés» au détriment de la qualité (les feuilles de copies qui ne pèsent plus que 70 g au lieu de 72 g par exemple !). Ces achats (crayons, stylos, etc.), vendus grâce à une publicité massive, se solderont à court terme par d'autres achats de remplacement. Autre mode qui se développe : plusieurs librairies, en publiant la liste des manuels demandés par les établissements, incluent une liste de cahiers de 100 ou de 200 pages par matière, ce qui engage en général l'acheteur à faire tous ses achats chez le libraire spécialisé, donc au plus fort prix !

Il faut ajouter l'équipement sportif des enfants, qui pèse lourd dans le budget de chaque famille. Le renouvellement de cet équipement se fait en moyenne tous les deux ans. D'autre part, pour certaines sections (industrielles, commerciales) et pour l'initiation manuelle et technique, il faut acheter des bleus (95 francs, soit 12,7 % de hausse) ou des blouses.

En plus, il faut payer toute une série de dépenses annexes (assurance scolaire obligatoire, cotisations diverses...), la cantine pour les demi-pensionnaires (environ 275 francs par trimestre). Les jours d'absence ne sont généralement remboursés qu'après 15 jours d'absence.

### GRATUITÉ 77 = GRATUITÉ PAYANTE

La circulaire du 9 Juillet 1976 faisait obligation aux chefs d'établissements d'assurer la gratuité totale des manuels scolaires en sixième.

Le crédit alloué par élève est de 120 francs, assorti de la condition suivante : les livres prêtés devront durer au moins 4 ans. En fait, entre l'année dernière et cette année, Haby aura économisé 4 «enveloppes» d'achats de livres. Les

sements leur nouvelle collection. C'est à la hâte que les conseils d'enseignement ont dû consulter ces ouvrages, dits «allégés», à la demande de Haby. Allégés, le terme est tout à fait adapté, tant du point de vue du volume que du contenu (vérités «assénées», raccourcis simplifiés visant à déguiser les faits...)

Le contenu de ces manuels est si restreint que les éditeurs ont sorti une série d'ouvrages «para-scolaires» et payants. Les éditeurs ont multiplié les cahiers d'exercice, de travaux dirigés, les livrets de soutien ou d'approfondissement, les jokers. Une maison d'édition propose des cahiers de travaux dirigés entre 9 et 15 francs et ce, pour chaque matière, des «jokers» pour les mathématiques, grammaire et rédaction, à 14 francs l'un !

Il faut compter en plus l'achat d'un dictionnaire par élève (29 francs). Au total, la «gratuité» annoncée revient, d'après le budget-type de la Confédération Syndicale des Familles, à plus de 600 francs par élève en 6ème (inclus papeterie, équipe-

Autre exemple : celui d'un couple où le père touche 1800 francs par mois et la mère le SMIC avec trois enfants (un en primaire, un en 6<sup>e</sup>, et un en CET). Les frais scolaires représenteront 1 761 francs, soit 44,60% du revenu mensuel de la famille. Cette famille ne touchera ni bourse, ni allocation scolaire de rentrée, son revenu dépassant le plafond (de misère) pour trois enfants, c'est-à-dire 2 665 francs mensuel ! De la même façon, les jeunes ménages ayant des enfants entre 0 et 6 ans n'ont pas droit à l'allocation de rentrée !

Il en va de même pour les bourses. Elles subissent cette année une détérioration au niveau de leur «plafond d'ouverture» de - 6,8 %. Pour avoir droit à une bourse, une famille de trois enfants doit avoir déclaré en 1975 un salaire inférieur à 2 168 francs par mois ! Ceci explique la baisse du nombre de boursiers (avouée par le Service Central des Statistiques du Ministère de l'Éducation) - 4,3 % dans le 1<sup>er</sup> Cycle, - 2,9 % dans le second degré.

La plupart des boursiers



Rentrée des classes : la première addition : la plus lourde

manuels de 6ème et de 5ème n'ont pas été renouvelés l'an dernier. Prétexte avancé, la réforme Haby étant «appelée à modifier prochainement leur contenu». Il en va de même pour les manuels de 5ème et de 4ème qui devront, même usagés, faire un an de plus...

Au cours du deuxième trimestre 77, les éditeurs ont proposé aux établis-

ment sportif et manuels). Le budget moyen d'entrée en 4ème tourne autour de 800 francs. Au total, l'augmentation moyenne est au moins de 9 % de 76 à 77 ; l'évolution des salaires est loin de suivre la courbe.

### LES 3/4 DU REVENU D'UN TRAVAILLEUR PAYÉ AU SMIC

Une étude faite auprès d'une famille, où un seul des parents travaille (pour un revenu égal au SMIC) et comportant 3 enfants (un en primaire, un en 5ème, un en 4ème) montre que les frais de rentrée représentent 3/4 du revenu familial (allocations familiales et de salaire unique incluses) ! Et ce, sans compter le transport scolaire.

ne touchant que 2 parts (231 francs), cela revient à 35 francs par mois, ce qui est proprement scandaleux ! Il en va de même pour la «prime d'équipement» dans les sections industrielles, qui se dévalue très vite.

Comme nous pouvons le constater, pour des millions de travailleurs la rentrée pèsera encore très lourd cette année, et ce malgré les quelques mesures insuffisantes prises par Barre. Des mesures qui reviennent à accorder quelques primes aux familles particulièrement démunies. Ce ne sont ni ces mesures, ni la fausse gratuité de Haby qui effaceront les bas salaires, la hausse du coût de la vie et le poids du chômage sur le budget des familles populaires.

Pierre PUJOL

### LES FRAIS DE TRANSPORT

Les frais de transport ne sont pas inclus dans les données précédentes ; selon l'étude d'École et Famille, dès la seconde, ces dépenses représentaient en 1976.

- 30 F mensuels pour 29 % des familles
- 30 à 60 F pour 38 % d'entre elles
- 216 F pour 33 %

soit une dépense de 540 à 1 944 F par an.

A noter que de nombreux lycéens doivent se munir d'un vélo (au moins 400 F). En zone rurale aucun crédit n'est attribué aux élèves internes qui rentrent chaque semaine dans leur famille, ce qui pénalise surtout les jeunes des CET.

### Paris 19<sup>e</sup> : menace d'expulsion contre PFA

PFA (Place des Fêtes Avenir) est une association de quartier du 19<sup>e</sup> arrondissement à Paris fondée en 1971 et qui occupe depuis 1974 un local au 9, rue du Pré-Saint Gervais en accord avec les sœurs de l'Assomption auxquelles il appartient. Depuis 74, l'accord existant entre les sœurs de l'Assomption et PFA s'est dégradé, les supérieures de la congrégation, en désaccord semble-t-il avec les sœurs du 9, Pré-Saint Gervais ont décidé de vendre le local et pour cela, d'expulser PFA. En trois ans, PFA a développé ses activités : animation, ciné-club, terrain d'aviation, permanence jeunes. L'affaire a été portée devant les tribunaux en grande instance. Le tribunal s'est donné deux jours de réflexion et rendra son jugement jeudi. PFA a demandé que l'affaire soit renvoyée devant le tribunal d'instance du 19<sup>e</sup> arrondissement pour que l'affaire soit jugée au fond et non sur le simple aspect du conflit de propriété.

### Attentat contre la sœur du Shah

La princesse Ashraf, sœur jumelle du Shah d'Iran, et une des principales dignitaires du régime iranien, ainsi qu'une des plus corrompues, a échappé de peu à un attentat mardi 13 septembre. Elle revenait du Palm Beach de Cannes dans sa Rolls, accompagnée de deux hommes d'affaires iraniens et de sa dame de compagnie, lorsqu'une 504 double la Rolls l'obligeant à s'arrêter. Trois hommes armés en jaillirent et firent feu. La dame de compagnie de la princesse qui exceptionnellement occupait sa place à l'arrière de la voiture était tuée sur le coup. Coup de chance ou hasard bien calculé ? La question est posée. L'ambassade d'Iran met bien entendu cet attentat sous la responsabilité des opposants iraniens en France. Le même procédé avait été employé après l'attentat contre le responsable de la SAVAK en France, et deux étudiants iraniens de la CISNU, organisation qui s'oppose au régime fasciste du Shah, avaient été emprisonnés sur la base d'un dossier truqué.

### Manifestation contre le super-phénix allemand le 24 septembre

La manifestation contre le surrégénérateur allemand de Kalkar (près de la frontière hollandaise, sur les bords du Rhin) se prépare activement, même en France. La manifestation organisée par des groupes écologistes allemands et hollandais aura lieu le 24 septembre. A 11 heures un rassemblement se tiendra sur la place du marché de Kalkar avec forums, prises de paroles de personnalités, chanteurs, troupes de théâtre... A 14 heures une marche pacifique partira vers le site.

Cette manifestation est soutenue par les écologistes luxembourgeois de la Bierger Initiative de Remerschen, l'Association de sauvegarde de la vallée de la Moselle, le collectif anti-nucléaire de Metz et les Amis de la Terre de Thionville qui organisent des départs par bus le samedi 24. Les inscriptions se font auprès de ces organisations. (enseignements : Amis de la Terre de Thionville, 11 boucle des Prés de St Pierre 57 100 Thionville).

### LES RESSOURCES MAXIMALES MENSUELLES QUI DONNENT DROIT À L'ALLOCATION SCOLAIRE DE RENTRÉE

Ressources mensuelles (76) (net imposable)

- 1 904 F pour un enfant
- 2 285 F.....2
- 2 665 F.....4
- 3 046 F.....4

Deux travailleurs payés au SMIC n'auront pas droit à l'allocation s'ils n'ont pas 4 enfants !

## POLITIQUE

Conseil  
des ministres

Quelque peu éclipsé par les «sommets» de la majorité et de la gauche, le conseil des ministres n'en a pas moins eu lieu mercredi. Comme toujours, les points mis en avant pour des raisons de propagande ne sont pas les plus importants. Médecin a présenté le bilan de la saison touristique, et Ligot, secrétaire d'Etat à la fonction publique, a fait un premier bilan sur l'embauche des 20 000 vacataires que les mesures de juillet avaient prévus pour résorber artificiellement le chômage. Artificiellement, puisqu'il s'agit bien de

vacataires, qui peuvent être licenciés du jour au lendemain, et qui ne bénéficient d'aucune garantie de l'emploi. L'essentiel du conseil des ministres, c'était en fait la communication de Guiringaud sur la conférence de Belgrade, et celle à Bruxelles lundi et mardi. A coup sûr, la question de l'entrée de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce dans le marché commun a été évoquée. Une entrée voulue par Giscard, mais qui par ailleurs le met en porte à faux avec les paysans en cette période électorale.

## «J'INFORME»

LES GRANDS  
MOYENS !

Fontanet : un créneau à prendre

C'est lundi prochain, 19 septembre que doit sortir un nouveau quotidien du soir, *J'informe*, le journal de Joseph Fontanet. Cet ancien ministre centriste n'a pas lésiné sur les moyens : deux milliards d'anciens francs lui permettent une marge de sécurité importante. Quant au budget de lancement, il s'élève à cinq cent millions d'A.F. Cinq millions de publicités ont déjà été utilisés en affiches, radios et autre ! Pour le lancement, l'équipe du journal comprend déjà cent vingt personnes dont la moitié environ de journalistes ; l'équipe sera vraisemblablement augmentée par la suite. Plus d'une dizaine de «numéros zéro» ont été tirés, en attendant le 19 septembre. Enfin, le premier numéro devrait être tiré à 350 000 exemplaires, alors que le seuil de rentabilité se situerait aux alentours de 110 000 exemplaires. Mais Fontanet a les moyens de «tenir» : «Même si je vends 50 000 exemplaires pendant deux mois, je continuerai !».

Cette petite phrase et les quelques chiffres qui précèdent donnent une idée de la «vocation» de ce nouveau quotidien. L'idée n'est pas neuve ; dans la presse écrite, la droite, dans ses diverses tendances, est bien implantée en ce qui concerne la presse du matin, avec toutefois une «lacune» : si le RPR, avec *Le Figaro*, tient de positions solides dans sa vieille clientèle réactionnaire, les giscardiens ne peuvent en dire autant. Quant au soir, le quasi monopole du *Monde* a plutôt tendance à déplaire à droite. Il y avait donc un créneau à prendre : un journal de droite du soir ! Voilà qui est fait. Objectif : récupérer dans la clientèle du *Monde* celle de droite qui le lit à contre cœur. Nous reviendrons plus longuement sur les moyens que s'est donné Fontanet pour l'atteindre, et surtout sur la place que voudrait jouer *J'informe* dans les mois qui viennent.

O.L.

## Barre aux Etats-Unis

VOYAGE  
ÉLECTORAL

Que vient-il donc demander, M. Barre, selon la presse américaine ? Tout simplement un appui électoral, comme il est bien naturel par les temps qui courent. «Même si, généralement, on ne gagne pas en France de voix supplémentaires en se rendant à Washington, tout ce que M. Barre pourra récolter sera le bienvenu : la cordialité démontrée par le président Carter pour le cas du Concorde, aussi bien que des communi-  
qués insistant sur la solidarité dans les domaines de l'économie ou des problèmes énergétiques», explique le journal new-yorkais, pour qui ce voyage a des «objectifs internes, purement électoraux», à un moment où «le gouvernement français a absolument besoin de soutien».

Se trompe-t-il, le *New-*

York times ? Sans doute pas de beaucoup, car il serait temps, pour les partis gouvernementaux, que le «chef de file de la majorité» prenne un peu de stature et se place sur la scène politique. Quoi de mieux pour cela qu'une visite officielle aux USA, qui sera suivie dans quelques mois d'une autre semblable à Moscou ? Et puis, il importe de ressaisir la perche, à un moment où le gouvernement américain, tout en ne cachant pas son hostilité à un

changement de majorité en France, semble se résigner à voir «la gauche» triompher aux élections. S'affirmer comme celui qui a l'oreille du puissant allié, cela peut être un atout comme un autre.

Mais si le journal se charge d'alerter Carter sur le fait que l'opinion américaine n'est pas forcément prête à tout miser sur Giscard d'Estaing, peut-être a-t-il tort de croire que M. Barre qu'il fait l'honneur de traiter de seule

«grande personnalité» du régime, arrive les mains vides. De nombreux dossiers sont en litige entre la France et les USA : la question du nucléaire, notamment, sera sans doute abordée, Giscard jusqu'à ce jour n'ayant pas montré l'intention de céder aux exigences de Carter qui visent à annuler les ventes par la France d'usines de retraitement. Celle aussi du protectionnisme et de la relance économique, notamment de la sous-évaluation du dollar. — Celle de la coopération en matière de défense, point sur lequel le gouvernement français ne cesse de reculer — Sans doute n'a-t-il d'ailleurs pas fini de le faire, et ce nouveau voyage pourrait en fournir l'occasion.

Suzanne VALLÉE

La majorité  
présente son manifesteUne rodomontade  
de mauvais goût

C'est mercredi matin que la «majorité» a présenté son «manifeste» à la presse. Un manifeste qui «n'a pas vocation d'être un programme», ce qui serait «un dangereux retour au règne des partis». Un manifeste qui «s'inscrit dans la continuité» et le fait est qu'il n'apporte rien de neuf. Un manifeste enfin qui réaffirme les grands principes, qui en avaient bien besoin.

Choisir le jour où se tient le «sommet» de la gauche sur la réactualisation du programme commun pour tenter de mobiliser la presse sur un manifeste de douze feuillets, dont certains ne comportent que quelques lignes est une gageure qui demande bien de l'audace. Il est vrai que les partis de la «majorité» n'en manquent pas. Il faut en avoir pour oser écrire : «Nous avons su assumer nos responsabilités et ce que nous avons fait garantit le sérieux de nos engagements» !

Ce sont en effet des engagements sérieux, énoncés sur un ton bien fait pour soulever l'enthousiasme ! Qu'on en juge : «Nous vous offrons une société de liberté. Il faut permettre à chacun de libérer son pouvoir créateur... Là où s'est éteinte la flamme de la liberté, la nuit s'étend sur le bonheur de vivre, jusqu'à ce qu'il éclate à nouveau dans la révolte. (...) Nous entendons poursuivre la construction d'une démocratie

sociale où l'égalité des chances devant l'argent, l'emploi, l'éducation et la santé sera assurée à tous. (...) Il faut promouvoir des solidarités nouvelles et tisser la trame d'un monde plus fraternel.» etc.

Société de liberté où l'on encouragera la «liberté d'entreprendre», où l'on poursuivra la «politique contractuelle», où l'on prendra soin d'assurer l'insertion des jeunes... Pour plus de précisions, adressez-vous à M. Barre.

Mais justement M. Barre, en attendant le «moment opportun» pour «faire d'importantes propositions» ne dit mot. Et cela commence à devenir bien gênant pour la majorité, dont le manifeste — baudruche est dégonflé avant même de paraître, puisque l'on sait déjà qu'il n'y aura pas d'accord véritable, que chaque formation éditera son petit programme personnel, et qu'il ne s'agit pas là d'un libre choix mais d'une impossibilité de s'entendre avec le RPR. Une fois de plus, beaucoup de bruit pour rien.

S.V.

LES MAÎTRES  
DE FORGE  
PRÉPARENT 78

Conséquence de la mise en application du plan acier du gouvernement, mais aussi de la situation politique, le puissant groupe De Wendel vient de se restructurer.

La direction du groupe De Wendel, c'était jusqu'ici quelque 300 personnes, héritières des maîtres de forges et disposant de la majorité des actions d'un holding aux dimensions énormes : contrôle de Sacilor, de Sollac, de la Solmer, des Forges de Geugnon, de Carnaud (emballage mécanique), et de la moitié de Creusot-Loire, qui règne sur l'équipement nucléaire. Cette énorme puissance va éclater, non pas à cause d'une quelconque difficulté économique (l'État est là pour renflouer), mais au contraire pour que ces messieurs puissent faire fructifier leur argent et éviter de tout engloutir dans le secteur déficitaire qu'est la sidérurgie. Deux holdings vont donc être créés : l'un contrôlant le secteur sidérurgique, l'autre regroupant «le reste», c'est-à-dire principalement l'industrie d'équipements nucléaires.

Division toute adminis-

trative, puisque ce seront les mêmes 300 personnes qui contrôleront et disposeront de la même fortune. Pourquoi ce changement alors ? Pour deux raisons :

— la première est le caractère déficitaire de la sidérurgie, et la crainte que les difficultés de ce secteur n'entraînent des difficultés dans les autres. Les experts nommés par le gouvernement ont, paraît-il, beaucoup insisté pour que cette solution soit adoptée : l'industrie nucléaire est trop décisive pour le pouvoir aujourd'hui.

— deuxième raison : l'échéance de 78 et la possibilité d'une accession de la gauche au gouvernement. On sait la querelle qui oppose le PS et le PCF au sujet de la nationalisation des entreprises sidérurgiques, ou de la prise de participation majoritaire de l'État. Or, la nouvelle organisation de De Wendel leur permettrait d'être assuré de ne pas perdre trop gros : le deuxième holding, celui qui ne s'occupe pas de sidérurgie, ne serait pas nationalisé !

Cet exemple n'est d'ailleurs pas isolé. En plus du soutien financier aux partis de droite, en plus des mobilisations du CNPF, le grand patronat cherche des parades à la gêne éventuellement qu'entraîneraient certaines mesures de la gauche. Conseillé par le gouvernement Barre, les maîtres de forges ont trouvé la leur.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470. Compte n° 77718  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

**POLITIQUE**

Sommet de la gauche

**En arrière fond de la querelle**

**LA PLACE DU PCF  
DANS UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE**

● C'est donc dès la matinée de mercredi que les 30 négociateurs du sommet de la gauche se sont rencontrés au siège du Parti Socialiste. A l'heure où nous mettons sous presse cette édition, rien n'a filtré de la teneur des propos échangés. *Le Quotidien du Peuple*, dans son édition d'hier a montré que le suspens entretenu à propos de ce sommet, et des éventuels sommets qui suivront, devait en fin de compte selon toute vraisemblance déboucher sur un accord, aucun des partis en présence ne pouvant s'offrir le luxe de réviser sa stratégie à 6 mois des élections. Dans la presse d'hier les dirigeants et les porte-parole des 3 partenaires de l'union de la gauche, échangeaient leurs derniers arguments quelques heures avant le sommet. A côté de la répétition des «arguments» échangés et usés depuis 4-5 mois, on voyait poindre cependant l'indignation d'un accord réalisable.

Dans *l'Humanité*, le PCF tout en rappelant les divergences et en mentionnant leur importance, répète le discours de Marchais dimanche à la fête de l'Humanité : «*Nous n'allons pas à la discussion avec le couteau sur la table. Nous y allons pour discuter sérieusement. La délégation communiste se rend à la rencontre avec la volonté d'arriver à un bon accord.*»

Rien de très original, mais le rédacteur du PCF rajoute : «*On sait que grâce à l'intervention des travailleurs, le programme commun a été signé en 1972, l'accord sur les municipales a été conclu, puis appliqué dans la majorité des communes. C'est grâce à cette intervention que le programme commun mis à jour peut devenir un bon programme.*» Ainsi laisse-t-on entendre, en

faisant référence aux accords précédents, qu'un nouvel accord sera trouvé, et qu'il sera «bon» grâce à «l'intervention des travailleurs», lisez grâce au pilonnage du PCF depuis le débat Barre-Mitterrand.

Encore faut-il pour cela que la formulation du programme commun renoué rapproche suffisamment les points de vue pour que chaque partenaire sauve la face et puisse se targuer d'avoir fait reculer l'autre. *Le Matin*, qui, pour le moins, est l'interprète officieux du PS, fait des suggestions à ce sujet. Sur le SMIC et la revalorisation de diverses allocations, il est suggéré par exemple, que le sommet ne fixe que des minimums, et que le niveau effectif des augmentations soit arrêté lors d'une sorte de Grenelle à froid avec les syndicats... après les élections de 78. Sur les nationalisations, il serait ainsi proposé pour concilier les points de vue que la nationalisation de la sidérurgie soit envisagée... pour la deuxième législature c'est à dire dans plus de 5 ans; toujours sur cette question, la non extension des nationalisations aux filiales majoritaires des 9 grands groupes prévus serait compensée par l'application de la «gestion démocratique» à certaines de ces filiales. Et ainsi de suite. Visiblement chaque partenaire a réfléchi à la rédaction des différents points de litige, qui permettraient un accord, sans évidemment résoudre le fond de la divergence.

Mais «*Le Matin*» joint à ces commentaires deux éditoriaux signés par Fabre, le chef des Radicaux de gauche, et Martinet, secrétaire du PS, qui fixent nettement certaines exigences de la gauche non révisionniste. Ainsi, le pharmacien de Villefranche de Rouergue après avoir souligné les apports inestimables (?) de son parti au domaine de l'écologie, rappelle son exigence concernant la suppression de la phrase sur l'extension des nationalisations «à la demande des travailleurs» : «*Nous nous opposerons, c'est une question de principe à toute extension des nationalisations déjà prévues*» concluant : «*J'ai signé le programme commun de 72 animé par une grande espérance. Je ne signerai pas celui de 77 dans la résignation.*» Quant à Martinet, il a estimé que le procès sur la gestion de l'austérité fait par le PC au PS était injustifié parce que... «*les PC ont été conduits partout où ils sont parvenus au pouvoir à pratiquer, sinon pour les nouvelles*

*couches privilégiées du moins pour la grande masse de la population, de sévères politiques d'austérité.* Voilà donc les travailleurs une fois de plus prévenus, c'est bien l'austérité que va pratiquer la gauche au pouvoir. Mais Martinet retient surtout comme question polémique le problème du partage des postes ministériels. On sait que, ce point, qui normalement n'a rien à voir avec le programme commun proprement dit, est en fait en filigrane de toute la querelle depuis plusieurs mois, le PCF comptant mettre à l'occasion la main sur des pans entiers de l'administration pour y infiltrer ses hommes et en faire des points d'appui décisifs dans la bataille pour l'instauration du capitalisme d'Etat. Martinet met nettement les choses au point : «*Toutes les arrières pensées sont connues et aucun protocole d'accord ne permettra d'effacer d'un seul coup les méfiances aussi anciennes. Mais quelle stratégie de rechange en cas d'échec ?* (Souligné par Martinet). *On comprend que les communistes craignent que les positions du pouvoir qui leur reviendront ne soient insuffisantes. Mais si la gauche ne gagne pas, ils n'en auront aucune ! Ils peuvent douter des intentions des socialistes — encore qu'un examen lucide les convaincront que ceux-ci n'ont aucun intérêt à gouverner sans eux — mais non pas du fait que sans l'alliance socialiste ils n'ont aucune chance de participer au pouvoir.*... Et Martinet de conclure : «*Les communistes n'ont de choix qu'entre la résignation à l'opposition permanente et l'acceptation des conditions de la victoire. Tôt ou tard c'est le second terme de l'alternative qu'ils devront choisir.*»

On ne peut être plus clair pour signifier qu'au cours de la querelle, bien plus évidemment que le niveau des revendications, ce qui est en jeu ce sont «*les positions du pouvoir*», comme dit Martinet, et leur répartition entre les tenants du capitalisme d'Etat et ceux de la gestion loyale du capitalisme actuel. Et le PS ne fait pas mystère qu'il veut limiter à la portion congrue son partenaire, et qu'à son avis ce dernier n'a pas d'autre choix que d'accepter les propositions socialistes.

Cette question n'aura sans doute pas été mise en avant dans les communiqués et déclarations issus du sommet; elle est pourtant décisive et au cœur de la querelle.

**Réunion de l'OTAN à Paris !**

La session annuelle de l'Assemblée de l'Atlantique-Nord, c'est-à-dire l'OTAN, se tiendra à partir de samedi et pour une semaine. A Paris. Les délégués des quinze pays, auront droit à un décorum et à un éclat qui n'était même pas de mise au moment de la présence française dans l'OTAN; réunions au Palais Bourbon, réceptions multiples, etc. Dans les milieux américains, on se félicite de cette invitation du gouvernement français, et cela au moment où Barre part pour Washington. Les glissements atlantistes de la politique giscardienne, déjà sensibles dans le domaine nucléaire, trouvent là une nouvelle manière de s'exprimer, au moment où l'aspiration à l'indépendance, et au refus de la tutelle des super-puissances se manifeste dans notre peuple.

**L'Humanité : pas assez de publicité**

*L'Humanité* passe à 1,60 F, comme *Le Monde*, comme *Le Matin*. La raison essentielle de l'augmentation de ces journaux semble être les difficultés à équilibrer le budget, du fait, entre autre, de l'augmentation énorme du prix du papier. Mais *L'Humanité* voit une autre cause : toujours pas assez de publicité ! Le journal du PCF en vient même à se lamenter sur le fait que des grandes firmes (tel Peugeot-Citroën) nous refusent toute publicité depuis plusieurs mois. Peut-être qu'avec la nationalisation de cette entreprise, *L'Humanité* retrouverait sa publicité, comme pour Renault. Pour le PCF, il n'y a pas de petits intérêts.

**Airbus à Moscou**

On déclare à Moscou que l'avion français Airbus «pourrait atterrir à Moscou sans problème vers le 5 d'octobre si la France faisait les démarches nécessaires». On s'étonne donc des premiers arguments soviétiques consistant à dire que l'aéroport de Moscou ne pouvait pas accueillir Airbus «pour des raisons de capacité d'accueil», et surtout on se demande en quoi peuvent bien consister ces «démarches». S'agirait-il d'une sorte d'échange, «donnant-donnant», et dans ce cas quels seraient les termes de cet échange entre la France et la super-puissance soviétique ?

**abonnez-vous**



**LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :**

**A un abonnement à**

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRmi
- *Pékin Information*
- *La Chine en Construction*
- Reception du *Manifeste pour le Socialisme*

**et à un livre ou un disque au choix**

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France
- Ou parmi les livres :
  - Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paule Lejeune)
  - + La Commune en bandes dessinées
  - Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
  - Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
  - Les enfants de Xisha (Haoran)
  - Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
  - La Commune de Paris (Lissagaray)
  - La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)

**Parmi les disques :**

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le LIAC
- Au choix, disques chiliens : *Checca*
- Chile*  *Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

**sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple**

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRmi

NOM (en capitales) .....  
 Prénom .....  
 Adresse .....  
 Ville ..... Date : .....

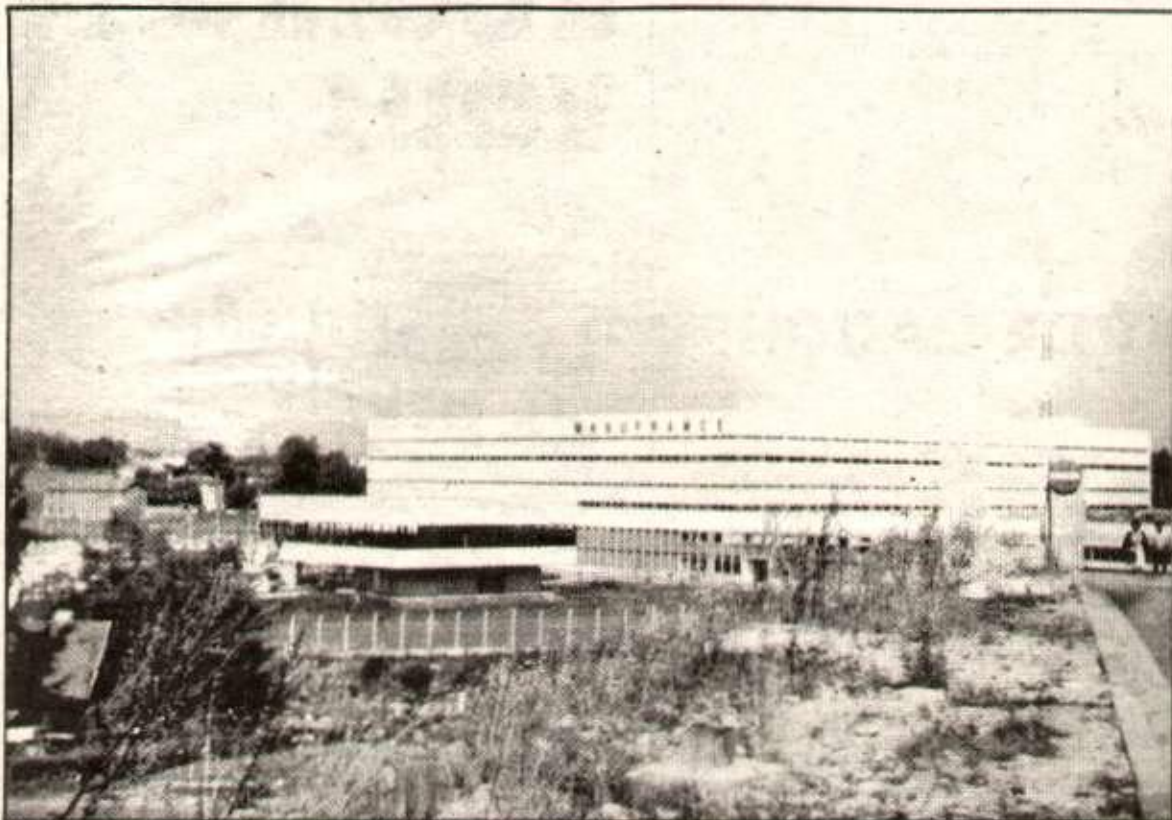
Abonnement normal 350 F   
 Abonnement de soutien 600 F   
 ... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.  
 Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.



● En mars 77, les Stéphanois chassaient Durafour, ministre du chômage, et élisaient à sa place comme maire Joseph Sanguedolce, membre du comité central du PCF, et permanent de l'U.D. CGT de la Loire depuis 1948. Avec ses 22 élus PC, ses 15 PS, ses 5 radicaux de gauche et ses 3 PSU, la nouvelle équipe municipale offre une image très représentative de l'union de la gauche et du programme commun.

Menée tambour battant, la campagne électorale a en grande partie tourné autour de l'emploi. Et comme depuis la mort de son fondateur, Étienne Mimard, la ville est le principal actionnaire de l'entreprise stéphanoise Manufrance, sur laquelle planait depuis quelques mois des menaces de mise en chômage technique, c'est sur le thème «*A Manufrance, pas de licenciement*» que les partis de gauche ont fait leur propagande. Dans un département, la Loire, où l'on compte 23 000 chômeurs, dont près de 10 000 sur Saint-Étienne, où l'on enregistre en moyenne 4 fermetures d'usine par jour, cette propagande a porté ses fruits, et porté ses auteurs, quoique de justesse (l'élection n'a été acquise que grâce à la liberté de vote laissée par l'UJP à ses électeurs au deuxième tour) à la municipalité.

Sitôt installés dans les murs de l'hôtel de ville, les «*élus de gauche*» changeaient de ton. Tout en ne se privant pas — à juste titre — d'accuser la gestion de Durafour et du PDG qu'il avait désigné à la tête de l'entreprise Sanguedolce n'a pas tardé à s'élever «*contre l'exploitation politique qui est en train d'être faite de la situation actuelle, comme s'il s'agissait de prouver qu'une municipalité de gauche ne peut diriger une entreprise dans laquelle elle a 29,3% des parts*». Et de préciser «*Ce n'est pas le maire qui dirige, nous prenons une suite dans un héritage*».

# L'ENJEU POLITIQUE DE MANUFRANCE

Enquête de  
Suzanne VALLÉE

## UN HÉRITAGE EMBARRASSANT

Située au cœur de la ville, le long du cours Fauriel, «*Manufrance*, dit-on, c'est un peu St Etienne». C'est en tout cas, après la «*Manu*» (la Manufacture d'armes stéphanoise, entreprise d'Etat) et avec Creusot-Loire, la plus grosse entreprise, celle qui emploie 4 000 personnes environ sur la ville, dans une région où les usines ont en moyenne de 40 à 80 ouvriers, et où les petites fabriques artisanales sont encore monnaie courante : entreprises de métallurgie, fonderies qui tiennent leur existence du passé minier de la région, miroiteries etc, qui, pour beaucoup, sont aujourd'hui liées, souvent, de façon vitale à Manufrance par des activités de sous-traitance.

Manufrance, c'est encore avec ses façades de pierre taillée, ses perrons de lierre et son aspect vieillot, l'entreprise paternaliste de grand renom, celle «*où l'on n'est pas si*

*mal que ça*», où «*on n'a pas à se plaindre*», parce que «*un patronat qui ne voulait pas d'histoire*» se payait le luxe d'être «*à la pointe*» de la législation sociale et «*s'arrangeait avec les syndicats*». «*A St Etienne*, explique un syndicaliste de l'USTM (Union stéphanoise des travailleurs de la métallurgie, CGT), «*Manufrance nous sert de référence pour les revendications. Par exemple, pour la cinquième semaine de congés payés. Eux, ils l'ont. Alors, on le met en avant dans les négociations avec le patron*».

Manufrance, c'est surtout une grosse usine où un passé de lutte important a forgé une classe ouvrière expérimentée et combative. Le taux élevé de syndicalisation (la CGT est omniprésente dans les ateliers) en donne une indication. Plusieurs fois dans le passé, et en 72 notamment, elle s'est opposée avec succès aux licenciements. Durafour,

aujourd'hui encore, parle avec amertume de 69, où «*des grèves sauvages éclataient à tout propos, les syndicats étaient débordés*». Des luttes dures ont permis de faire avancer les revendications : diminution d'horaire sans perte de salaire, (les ateliers ne travaillent pas le vendredi après-midi), cinquième semaine, un an de congé-maladie entièrement payé par l'entreprise. C'est une entreprise où s'est développée, de façon quasi-exclusive par rapport aux

autres partis politiques, une grosse cellule du PCF (environ 30 personnes), celle sur laquelle ce parti s'appuie, lorsqu'il veut organiser une démonstration de force dans la ville, comme ce fut le cas notamment pour le 7 octobre. Force fondée essentiellement sur les ateliers, où on gagne de 2 500 F à 3 800 F par mois. Dans les bureaux, une main-d'œuvre moins combative, et surtout féminine, c'est la CFDT qui est majoritaire.

## DES DIFFICULTÉS BIEN ORGANISÉES

«*Ni l'actuelle municipalité, ni les travailleurs de l'entreprise, ne peuvent être tenus pour responsables de la situation. Celle-ci a été largement camouflée par l'ex-PDG M. Blanc, et M. Durafour, pour des raisons électorales évidentes*». Tels sont les reproches, fondés, qu'adresse aujourd'hui la municipalité de la gauche à ses prédécesseurs. Il est certain que les nouveaux élus héritent d'un lourd passif. Avec plus de quatre milliards de déficit en 76, l'entreprise se portait mal. Surtout dans le secteur des produits manufacturés, qui ne représentent qu'un volet de ses activités, et 20% seulement de son chiffre d'affaires. En revanche, les activités commerciales de la firme (vente par correspondance, par des magasins ou des agences établies un peu partout en France, et des succursales dans les colonies) paraissent plus «*rentables*», et surtout les activités de presse (impression et diffusion à plus de 800 000 exemplaires, du «*Chasseur Français*») véritable «*vacche à lait*» qui ne

suffit pourtant plus à couvrir le déficit budgétaire.

Les causes de ces difficultés ? On a beaucoup parlé de «*mauvaise gestion*», d'«*incompétence*», d'une entreprise vieillie qui n'aurait pas su s'adapter aux besoins de l'économie moderne. On a incriminé le coût élevé de la fabrication des armes de chasse, production essentielle de Manufrance, et la concurrence des importations d'armes étrangères, notamment espagnoles, qui viennent à St Etienne subir quelques retouches et finitions et recevoir la marque de la ville ; on a mis en avant également la réglementation, en France, du droit de chasse, qui empêche les consommateurs d'acheter des fusils. On a évoqué l'absence de diversification dans la production, avec le cas de la récente machine à coudre dont la plupart des pièces sont faites en sous-traitance. Mais, l'inadaptation du secteur commercial a aussi été mise en cause. «*Manufrance ? dit-on dans la ville. Cela n'a pas d'impact dans St Etienne : dans les*



magasins, il n'y a jamais de stock, il faut attendre un mois pour avoir un article».

C'est tout cela qui semble avoir conduit Blanc, le PDG nommé par Durafour, à élaborer un «*plan*» de refonte de l'entreprise. Rendu public le 22 avril, lors d'un conseil d'administration qui s'est tenu quelques jours après la victoire de la «*gauche*» aux municipales, ce plan comportait trois volets : l'arrêt de la production d'armes, assortie de la mise en chômage technique du personnel, et en perspective plus d'un millier de licenciements, en trois phases ; la séparation de chaque activité ; la modernisation du secteur commercial. Le plan qui répond, dans la logique du gestionnaire, aux difficultés de l'entreprise, est aussi très lié à une sordide affaire immobilière : depuis longtemps, les ateliers de la rue de Lassaingne et l'usine du cours Fauriel, vétustes, mais situés en plein centre-ville, paraissent avoir été la première phase.

«*Les raser, vendre les terrains, pour faire des bâtiments de standing, et aller reconstruire Manufrance en banlieue, comme dans toutes les villes modernes, le tout grâce à une collusion de longue date entre les promoteurs, le Conseil d'administration et la ville. Une opération dont la construction en banlieue de l'usine à paquets modernes Molina, prévue pour employer 800 personnes, mais qui en embauche en réalité 250, surtout des intérimaires, semble avoir été la première phase*».

C'est en critiquant ces basses pratiques et en appuyant les syndicats qui, dès janvier 77, avaient déjà fait reculer (à la faveur des échéances électorales proches) un plan de restructuration prévoyant plusieurs centaines de licenciements, que l'union de la gauche a bâti sa campagne contre Durafour.

Nous verrons demain comment, après sa victoire, elle conçoit son rôle de «*garant de l'intérêt des salariés*».

## DE VIEUX PROJETS DE RÉNOVATION

Créée en 1885, devenue société anonyme en 1911, Manufrance réunit en une seule société, 3 activités différentes. À la mort de son fondateur, elle devient propriété de la ville, qui détient 50% des parts.

Dès 1969, on parle d'une éventuelle séparation de la fabrication et du négoce. Une grève avec occupation d'un mois fait reculer la direction qui avait envoyé 1200 lettres de licenciements.

Le projet renait en 71-72 : les familles «*historiques*» quittent la direction. Trois administrateurs de la BNP les remplacent. La mobilisation des travailleurs fait échouer à leur projet de restructuration qui prévoyait 600 licenciements, ils se retirent.

En 74, un plan de développement est prévu sur 5 ans, avec notamment la construction de l'entrepôt Molina. Là encore, les travailleurs se mobilisent et obtiennent le renvoi du PDG, Drevet, qui est remplacé par Blanc, nommé par Durafour.



Giscard-Gierek

# LA PSEUDO DETENTE APPLAUDIE

Edward Gierek terminait sa visite mercredi soir, après une rencontre élargie à l'Élysée. Un communiqué commun franco-polonais devait être publié. Si dès mardi, on savait que les accords économiques étaient plus importants que prévus, cela n'apparaissait pas comme l'objet essentiel de la

visite. Le porte-parole polonais annonçait que les discussions sur le désarmement et la détente en Europe se poursuivraient le mercredi matin. Giscard et Gierek avaient mis l'accent dès le début de la visite sur leur rôle respectif concernant la détente.

A la différence de l'impérialisme français, la Pologne n'a guère pu avoir une position originale dans la préparation et la mise en œuvre de la conférence sur la Sécurité et la coopération en Europe (CSCE), tenue à Helsinki, par laquelle les États Unis et l'URSS accentuèrent leur confrontation en Europe.

L'impérialisme français avait, dans un premier temps, mené sa propre négociation avec l'URSS, avant d'être contraint d'accepter le condominium soviéto-US qui s'est affirmé à Helsinki. Au niveau de l'Europe occidentale, de sa dépense comme de la construction européenne, il devait également accepter un renforcement de la tutelle US. Malgré cela, il conserve, notamment grâce à son système de défense propre, une possibilité d'affirmer dans une certaine mesure, une position originale.

Pour les révisionnistes polonais, ces possibilités n'existent pas : leurs troupes ont été utilisées par

l'Etat major russe pour envahir la Tchécoslovaquie, le pacte de Varsovie, sans cesse renforcé, assure aux Soviétiques un contrôle de plus en plus étroit sur les armées de l'Est. En matière de «détente» Brejnev parle pour eux. Et c'est dans le prolongement des agressions effectuées par Brejnev lors de son dernier voyage à Paris que se situe Gierek lorsqu'il affirme : «Un rôle d'autant plus important revient, aux documents que vous avez signé récemment avec Léonid Brejnev. C'est avec une satisfaction particulière que nous avons accueilli la déclaration sur la prévention de la prolifération de l'arme nucléaire».

Ces documents étaient le fruit d'exigences soviétiques répétées avec insistance pour que l'impérialisme français accepte de renouer à son refus de participer aux conférences sur le désarmement présidées par les USA et l'URSS.

Si Gierek ne dispose pas des mêmes moyens de pressions que Brejnev à

## «Accords économiques plus importants»

Dès mardi soir, le porte-parole de l'Élysée annonçait qu'au cours des entretiens, avaient été faites «des propositions nouvelles plus audacieuses, des secteurs économiques nouveaux ont été abordés ce qui va permettre d'établir des accords économiques beaucoup plus importants».

Le porte-parole polonais annonçait que les importations de charbon par la France allaient augmenter de plusieurs millions de tonnes dès 1978. Des groupes d'étude doivent se mettre en place dans la chimie, l'industrie alimentaire et la construction navale. Une coopération doit s'établir dans le domaine des industries charbonnières et chimiques.

Ensuite, un crédit de 200 millions de francs est ouvert à la Pologne pour financer le développement des achats polonais aux PME, pour leur ouvrir le marché polonais.

l'égard de l'impérialisme français, quand il parle de détente, cela veut dire la même chose. En retour Giscard en espère toujours contre la réalité des faits, une réduction des pressions et des menaces de guerre. Les relations politiques entre la Pologne et l'impérialisme français sont

aussi étroitement limitées et dominées par la confrontation entre les USA et l'URSS en Europe. Les tentatives actuelles de la bourgeoisie polonaise pour desserrer l'étau russe y trouvent également leurs limites.

Grégoire CARRAT

## Grève générale en Colombie

Mercredi était prévue une grève nationale en Colombie au cours de laquelle devaient être organisées des manifestations. Le pays est en état de siège et l'armée quadrille les principaux centres ouvriers. L'une des causes de cette grève est l'augmentation accélérée du coût de la vie tandis que les salaires n'augmentent guère : en huit mois, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 30%.

## Pakistan : Ali Bhutto libéré sous caution

Bhutto, ancien premier ministre pakistanais renversé par le coup d'Etat militaire, a été libéré mardi. Il avait été arrêté le 3 septembre, accusé d'être responsable d'un assassinat politique. Cette libération provisoire rend plausible l'organisation d'élection en octobre promise par le gouvernement militaire pakistanais.

## A TF 1, une tribune pour les fantoches du régime raciste d'Afrique du Sud

Il y a près d'un an, le régime raciste de Prétoria accordait une indépendance factice au «bantoustan» (réserve africaine) du Transkei. Il s'agissait de légaliser devant la communauté internationale l'existence de territoires où doivent être parqués les Africains qui vont travailler dans la zone contrôlée directement par les racistes. La comédie de cet état fantoche dirigé par quelques complices africains des racistes, fut un échec. Aucun Etat, sauf bien entendu l'Afrique du Sud, ne reconnaît le Transkei.

Au journal de Mourousi mardi, le prétendu Etat du Transkei fut présenté comme réellement indépendant et on donna la parole au «ministres des Affaires Etrangères du Transkei». Mourousi qui avait passé la semaine dernière à faire l'éloge du régime de Gierek en Pologne, est décidément un champion des causes douteuses !

# L'ETAT DE SIEGE EN ALLEMAGNE

Les blindés sont installés devant les maisons des personnages considérés comme importants dans l'Allemagne de Schmidt : des barbelés et des sacs de sable en interdisent l'approche. C'est la dernière mesure prise par «l'Etat major de crise», regroupé autour du socialiste Schmidt et qui comprend à la fois les chefs de l'opposition et les grands patrons. Depuis l'enlèvement par un commando de la fraction armée rouge, de l'ancien nazi Schleyer, actuellement chef du patronat allemand, cet état-major n'a fait que prendre des mesures de répression et de déploiement policier spectaculaire. L'un

de ses membres, Heins Kuehm, premier ministre de Westphalie et membre du parti socialiste se livrait à un véritable chantage lors de l'enterrement d'un policier : il annonçait que toute exécution de Schleyer aurait des conséquences graves pour les onze prisonniers dont le commando réclame la libération. Les conditions de détention de ces prisonniers étant déjà atroces, cela signifie-t-il que l'état major de crise a décidé «la solution finale», en allant jusqu'à la liquidation des prisonniers comme ils l'ont déjà fait pour Ulrike Mainhof et Holger Meinz ?

## Giscard annonce la collaboration avec la police allemande

Giscard d'Estaing a téléphoné à Schmidt mardi. Selon l'Élysée, il l'a assuré que «le gouvernement français partageait l'émotion du gouvernement fédéral devant les actions terroristes réprouvées par l'opinion». Mais il l'a surtout assuré que «les autorités françaises coopéreraient étroitement avec les autorités fédérales conformément aux accords existants».

Ces déclarations sont alarmantes à plus d'un titre.

Tout d'abord, maître

Klaus Croissant, avocat d'Andreas Baader réfugié en France pour échapper à la traque policière en Allemagne, aujourd'hui accusé — contre toute vraisemblance — d'avoir participé à l'organisation de l'enlèvement de Schleyer, est le premier visé : en vertu de ces engagements, il sera sans doute recherché plus activement encore par la police et livré sans jugement à la police allemande, conformément aux accords en vigueur.

C'est là le second sujet d'alarme : les accords en

vigueur sont notamment ceux signés entre les pays européens qui autorisent la police d'un pays signataire de prolonger ses poursuites dans les autres pays signataires et de s'assurer la collaboration de leurs polices. La conséquence la plus importante en est que celui qui est poursuivi peut être extradé sans qu'un tribunal du pays où il a cherché refuge, ait à examiner la question. Cela revient à supprimer, au niveau des pays européens, l'asile politique. Déjà, Giscard lors d'une pré-

cedente affaire a livré Schultz à la police allemande. Il ne faut pas qu'aujourd'hui il puisse mettre en application sous aucun prétexte les engagements pris envers Schmidt, et approfondir ainsi la collaboration entre les deux polices.

Car — c'est là le sujet d'alarme le plus important — cela signifierait que la police allemande a le champ libre en Europe et que quelque soit l'évolution du «Modell Deutschland» de Schmidt, la bourgeoisie française en ap-



Barbelés, sacs de sable, blindés devant les villas des personnalités importantes.

puiera et en renforcera les mesures les plus répressives. Au-delà de cet appui apporté au régime allemand lui-même, c'est la configuration même de l'Europe politique qui est en jeu : les régimes les plus réactionnaires, leurs mesures policières les plus développées serviront alors de modèle pour les autres pays européens. L'Allemagne est aujourd'hui le prin-

cipal pays autour duquel se structure l'Europe, et elle ambitionne de lui imposer son modèle. Les assurances données par Giscard à Schmidt marquent un pas dans l'acceptation de cette Europe façonnée sur le modèle allemand qui vient encore renforcer les mesures de répression du gouvernement français lui-même.

G. C.

## INTERNATIONAL

Nouvelles  
d'AfriqueGuinée-Bissau :  
construction  
d'un nouveau port

Les travaux préparatoires à la construction d'un nouveau port ont commencé à Bissau. Ce port, qui devrait être opérationnel en 1983, aura une capacité de 50 000 tonnes, alors que le port actuel a une capacité de 130 000 tonnes. Les études de ce projet sont financées par le Fonds d'Aide à L'Afrique, du Koweït.

Nigéria : boycott  
des entreprises  
en relations  
avec l'Afrique du Sud

À la Conférence mondiale d'action contre l'apartheid en août, le chef d'état du Nigéria a violemment dénoncé les collaborateurs occidentaux du régime d'apartheid en Afrique du Sud.

Il a annoncé que les entreprises en relations d'affaires avec les régimes racistes seraient boycottées par le Nigéria : elles ne pourront plus effectuer aucune transaction ni aucun investissement. Le Nigéria doit créer un service de renseignements économiques destinés à surveiller les entreprises étrangères et à déterminer quelles sont celles qui travaillent avec les racistes.

Madagascar :  
coopération avec  
la Chine

Une mission d'experts chinois est actuellement à Madagascar pour étudier la réalisation d'une usine de céramique à partir d'une enquête sur les matières premières locales et les besoins de la population. D'autre part, une mission chinoise est en train d'installer une station d'essais de techniques potagères et de plantations de légumes. Un autre groupe de techniciens étudie avec les responsables malgaches les sites de barrages pour l'aménagement de petites centrales hydro-électriques.

Mozambique :  
prise de contrôle  
des sociétés  
productrices de thé

L'Etat mozambicain vient de prendre le contrôle de la presque-totalité des entreprises de production de thé, l'une des principales ressources agricoles du pays. La production de thé occupe une superficie de 15 000 hectares et emploie environ 60 000 travailleurs. Le gouvernement a créé une commission administrative chargée de faire une étude économique et financière de ce secteur, d'élaborer un plan de production et un plan d'amélioration des conditions de travail.

Haute-Volta - Ghana :  
Négociations sur  
les frontières  
à l'amiable

La Commission paritaire de démarcation de la frontière commune entre le Ghana et la Haute-Volta s'est réunie le 30 août à Bobo-Dio-Lasso. Le chef de la délégation voltaïque a déclaré : « L'Afrique connaît de nombreux conflits frontaliers cette année. Et c'est pour nos deux pays un avantage que de pouvoir démarquer physiquement leurs frontières communes dans la concorde et l'amitié. »

ENTRETIEN AVEC  
SAM NUJOMA

Dirigeant de la SWAPO (organisation de lutte du peuple de Namibie)

« L'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud est condamnée par la communauté internationale. Devant son isolement croissant, le régime de Prétoria est obligé de céder du terrain et de trouver une solution pour tromper les peuples au sujet de la Namibie. C'est ainsi qu'il projette d'organiser des élections sans retirer ses troupes : ce plan est élaboré en collusion avec les impérialismes occidentaux. »

Sam NUJOMA, dirigeant de la SWAPO (organisation de lutte du peuple de Namibie) qui avait rencontré de Guiringaud le 8 septembre dernier vient d'accorder une interview à APARTEID-NON, où il explique les positions actuelles de la SWAPO.

« Il faut dire d'abord que ces dernières années, la politique française a été essentiellement négative. Aux Nations-Unies, elle a voté contre les résolutions, y compris la résolution 2145 du 27 octobre 1966 qui exigeait le retrait des Sud-Africains de la Namibie. Elle a aussi exercé son veto contre les résolutions du Conseil de Sécurité qui demandaient des sanctions économiques à l'encontre de Prétoria. »

Aujourd'hui, dans notre conversation avec le Ministre des Affaires Étrangères, nous avons expliqué quel est le développement de la situation politique en Namibie et quelles sont les positions de la SWAPO. Nous lui avons dit catégoriquement que nous sommes décidés à poursuivre la lutte armée contre l'oppression colonialiste du régime raciste de l'Afrique du sud jusqu'à la libération complète de notre pays. Et nous avons réaffirmé que

toute négociation patronnée par les Nations-Unies n'est possible que si ces négociations doivent aboutir à des élections générales fondées sur le principe : « Un homme, un vote. » (...)

La situation en Namibie n'a pas changé du tout, si ce n'est dans le sens d'un accroissement de la répression sud-africaine contre notre peuple. Si donc aucune solution négociée n'est trouvée, notre peuple n'aura d'autre choix que de poursuivre sa guerre de libération jusqu'à la conquête totale de sa liberté. L'aide des pays amis de l'OUA et d'autres pays est positive ; mais c'est à nous, Namibiens, qu'il revient de passer par les souffrances, et de consentir aux sacrifices pour la libération de notre peuple de l'oppression fasciste (...)

Sam Nujoma rappelle ensuite la position fondamentale de la

SWAPO : pas d'élections possibles tant que les troupes de Vorster occupent la Namibie :

« Il ne peut y avoir aucun compromis sur ce point. Nous continuerons à combattre les troupes sud-africaines tant qu'elles seront présentes en Namibie. Nous sommes conscients que le moral des troupes ennemies est au plus bas. Un général sud-africain a récemment déclaré que chaque fois qu'une base sud-africaine était à portée de tir de nos forces, il avait l'impression que la terre se mettait à trembler comme un bateau au milieu d'une tempête. Nous ne luttons pas contre les Blancs individuellement, mais contre l'oppression coloniale qui dénie à notre peuple les droits fondamentaux de l'homme. »

Le dirigeant de la SWAPO décrit dans son interview les responsabilités des impérialismes occidentaux, dans l'exploitation des richesses et du travail du peuple de Namibie :

« Les États-Unis sont le principal exploiteur de notre pays, dont ils retirent des profits énormes. Les travailleurs africains des mines sont recrutés pour des contrats d'un an ou de deux ans, avec des salaires d'esclaves ; en cas d'accident ou de maladie, ils sont renvoyés dans leurs «bantoutans» pour y mou-

rir sans soin médical, et où l'on en recrute de nouveaux. Nous luttons pour mettre fin à cette exploitation. »

Pour ces compagnies, il devra donc y avoir une complète réorganisation, sur la base de nouveaux accords à signer avec le gouvernement namibien, et qui devront être fondés sur des avantages matériels bénéficiant à notre peuple qui a été exploité par elles tout au long de son histoire.

Quant aux compagnies françaises, elles semblent relever d'une politique déléguée du gouvernement français qui vise à soutenir le gouvernement sud-africain par des investissements massifs et des livraisons d'armes, partiellement produites à présent en Afrique du sud même. Des experts français aident sur place les techniciens sud-africains à produire ces armements. Le massacre de Soweto par exemple a été perpétré avec des armes françaises qui ont tué des enfants à l'école. Soweto a prouvé que ces armes n'étaient pas destinées à la défense extérieure de l'Afrique du sud, comme le prétendait le gouvernement français.

En conséquence, et sur ce point, nous demandons le retrait des investissements français et étrangers en général accomplis sous l'administration illégale de l'Afrique du sud. »

## Carnet de voyage en Somalie

Les débuts d'une industrie

par Jean-Paul GAY

La classe ouvrière est en train de naître en Somalie, avec la mise sur pied toute récente d'une industrie de transformation. Pour la plupart, les usines ne produisent guère que depuis deux ou trois ans. Caractéristique essentielle de cette industrie : elle est quasi-exclusivement tournée vers l'agriculture dont elle commence à transformer les produits. Cela est particulièrement net pour les usines que nous avons visitées à Mogadiscio et dans sa banlieue : qu'il s'agisse d'ITOP, usine de jus de fruits, alimentée par les plantations voisines, des usines de farine et de pâtes alimentaires qui fabriquent avec le blé de Kismayo et de Marka, ou de l'usine d'huile de sésame.

Produisant pour la consommation locale, dans la majeure partie des cas, semble-t-il, une partie de ces usines tournent avec des machines importées d'Italie et des techniciens somaliens formés dans ce pays.

À l'usine de pâtes alimentaires, ouverte au début de 76, presque la moitié du personnel (120 ouvriers dont 1/4 de femmes) a participé à la construction des bâtiments, le reste de la main-d'œuvre étant constituée par des fonctionnaires des ministères. « Nous sommes capables de faire nous-mêmes

toutes les réparations nécessaires », nous dit un technicien somalien qui, avec huit autres, a fait un stage d'un an en Italie. Tous les techniciens, ici, sont somaliens, sauf un : un technicien italien chargé de l'entretien des machines, dans le cadre d'un contrat expirant dans un délai d'un an ; d'ici là, il doit avoir formé un technicien somalien pour le remplacer.

À la minoterie chargée du ravitaillement des hôpitaux et des ministères notamment, ce sont dans les «coopératives» du PCI de la région de Bologne, qu'ont été formés les techniciens somaliens. Sans doute, les révisionnistes italiens songent-ils à préserver l'avenir des relations de l'impérialisme italien avec le Tiers-Monde.

Certaines fois, l'usine a été mise sur pied avec des moyens de fortune et un personnel ne tirant sa formation que de l'expérience acquise en Somalie même. C'est le cas de l'usine produisant l'huile de sésame.

L'usine est récente, elle a été inaugurée en octobre 75 mais, les machines datent, c'est de la récupération. « Il n'y a pas eu d'aide étrangère pour cette usine, la Somalie s'est suffie à elle-même pour l'édifier » disent fièrement les membres du comité de gestion, qui ajoutent : « Ici, nous n'avons pas cherché à nous moderniser avec les

moyens occidentaux. Nous voulons que tout ce que nous produisons, le soit par des moyens somaliens. » Formé en Égypte, et un des tout premiers ingénieurs de Somalie, celui qui dirige l'usine, placée sous contrôle de l'Etat, a lui-même tracé les plans de l'entreprise, c'est lui qui a réclamé et obtenu des subsides pour financer le projet. « La construction de l'usine, dit-il, a commencé en 73 : 80 personnes y participaient : des ouvriers du bâtiment, plus des volontaires de divers quartiers de la capitale, à tour de rôle. Puis, nous avons récupéré de vieilles machines anglaises ou italiennes, et réalisé nous-mêmes les transformations nécessaires. »

L'usine, qui compte une centaine d'ouvriers, produit environ 250 quintaux d'huile par jour. « Avant la construction de l'usine, la Somalie devait acheter de l'huile à l'étranger pour 25 millions de shillings somaliens par an. Maintenant, elle n'en achète plus que pour huit millions de shillings. Et nous encourageons les coopératives à produire plus de sésame. On est venu de toutes les régions pour visiter l'usine, de l'étranger aussi, car beaucoup de gens pensaient que la Somalie ne pouvait pas produire elle-même. »

(à suivre)

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Une minute pour les femmes  
 19 h 45 - Eh bien raconte  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Le misanthrope. Comédie en cinq actes de Molière. Mise en scène : Pierre Dux. Réalisation : Jean-Paul Carrère. Une des meilleures comédies de Molière.  
 22 h 35 - Concert  
 23 h 15 - Journal et fin

A 2

20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Question de temps : la bataille économique et sociale. Avec Jacques Ferry, vice-président du C.N.P.F., face à Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T. et Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T.  
 21 h 50 - L'agle et le vautour. Feuilleton américain.  
 22 h 40 - Football : Pragues-Nantes. Match aller des seizièmes de Coupe d'Europe des clubs champions.  
 00 h 10 - Journal et fin.

FR 3

20 h 00 - Les jeux de vingt heures.  
 20 h 30 - Le seigneur de la guerre. Film américain de Franklin Schaffner (1965), en version française. Avec Charlton Heston. Le metteur en scène de « La planète des singes », avant de faire de la science-fiction, s'est intéressé au moyen-âge. Ce film raconte les aventures d'un seigneur de la guerre du XI<sup>e</sup> siècle.  
 22 h 25 - Journal et fin.

## Jeudi 15 septembre

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure.  
 18 h 35 - Pour les jeunes  
 19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles. Feuilleton policier.  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Une minute pour les femmes.  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Cinq à sec.  
 21 h 30 - L'événement.  
 22 h 30 - Allons au cinéma.  
 23 h 00 - Journal et fin.

A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - En ce temps-là la joie de vivre.  
 20 h 00 - Journal et fin  
 20 h 35 - Un taxi en or  
 21 h 50 - Un homme, un jour. 7 mai 1954 : Dien Bien Phu et le général Bigeard. Bigeard fait prisonnier à Dien Bien Phu vient évoquer ses souvenirs de la coloniale.  
 22 h 50 - Journal et fin.

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Scènes de la vie de province  
 19 h 55 - Flash journal.  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures.  
 20 h 30 - Comme un pot de fraises, film français de Jean Aurel (1974). Avec Jean-Claude Brialy. Vaudeville stupide dans le genre comique-troupier.  
 21 h 55 - Journal et fin.

# Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles» 67<sup>e</sup> épisode  
 copyright Edition Denesl

Porte de la Chapelle. J'allais à pied jusqu'au Foyer. Un parfum de kermesse se répandait dans toutes les rues que je traversais. L'approche de Noël transformait les vitrines. Les charcutiers, les boulangers illuminaient leurs étalages de guirlandes électriques et sur leurs glaces, d'énormes inscriptions à la peinture blanche parlaient de réveillons. C'était violent, criard, vivant, chaud. Cela me prenait au cœur, m'agitait, m'excitait. Un souvenir remontait : Monsieur Scrooge et cette atmosphère des contes de Dickens où sont décrites des dindes énormes et des pâtisseries géantes. Monsieur Scrooge... C'était le bon temps. J'avais treize ans et Lucien six. Nous

mangions mal et n'avions jamais vu de dinde. La grand-mère nous les décrivait. Je lisais à haute voix pour elle et mon frère. Il m'écoutait, figé. Moi, j'avais tout mêlé, et cru que j'étais pour une part dans cette passion des récits imaginaires. Levant les yeux après chaque paragraphe, j'avais saisi et gardé l'expression attentive, abandonnée de son visage. Flattée, alors que cela ne s'adressait pas à moi, éblouie et comblée, j'avais commis l'erreur de jouer avec lui à la petite mère. Monsieur Scrooge, Lucien s'en souvenait-il encore ?

Je m'affalais sur le petit lit dès que j'avais fermé la porte, et pendant un moment, toute la fatigue refoulée, brusquement revenue, me clouait là, incapable d'ébaucher un geste. Je disais demain pour nettoyer mes chaussures ou laver ma blouse. Il était trop tard et j'avais trop mal. Les muscles maltraités se vengeaient. Je disais aussi « Arezki », tout haut, et les larmes revenaient.

Plusieurs fois, il me sembla qu'Arezki me regardait. Je m'appliquai à ne pas lever les yeux. Le Magyar me souriait souvent. Il disait maintenant très correctement « merci, pardon, bonjour, merde » ; ce dernier mot, il le réservait à Bernier.

Arezki se trouva soudain derrière moi. J'étais contre les vitres, j'écrivais à la hâte avant de jeter la feuille sur la plage arrière, et, à ce moment, il se rapprocha, mais Gilles, dans le même temps, traversa la chaîne pour me parler. Arezki s'immobilisa.

— Mademoiselle Élise, dit Gilles, ça va ? oui ? Dites-moi, vos pavillons, on a trouvé encore trois déchirures non signalées.

Il m'impressionnait. Il me fixa quelques secondes de son regard pur et pénétrant.

## La prolifération nucléaire aux dossiers de l'écran

## LA VRAIE MENACE

«Les dossiers de l'écran» proposaient mardi soir un intéressant débat sur une question de la plus grande importance : la prolifération nucléaire. Mais, il fallait supporter avant le débat un film d'une rare débillité : «La souris qui rugissait». Son indigence interdit tout commentaire, disons toutefois qu'un tel préalable avait de quoi décourager beaucoup de ceux que le sujet du débat intéressait, d'autant que celui-ci ne commençait que vers 22 h 15 et se terminait à 23 h 30, heures avancées pour ceux qui doivent se lever tôt le lendemain. C'est ainsi que la télévision interdit aux travailleurs les sujets intéressants.

Participaient au débat, Helmut Sonnenfeld, ancien adjoint de Kissinger, Alfred Kastler, prix Nobel de physique, un étudiant américain qui a dressé les plans de construction d'une bombe atomique, le Dr Zinsou, un journaliste allemand, et un représentant du commissariat à l'énergie atomique.

Malgré ses limites, ce débat a permis, en grande partie grâce aux interventions du Dr Zinsou, d'amener quelques réflexions justes sur le problème de l'arme atomique et de sa prolifération. Il est apparu au cours du débat que quoiqu'en dise l'étudiant américain, la construction d'une bombe atomique opérationnelle n'est pas à la portée d'un bricoleur, ni même d'un pays sans technologie développée.

Fort justement, le Dr Zinsou a souligné que même si certains pays du Tiers-Monde parvenaient à fabriquer une bombe, ils n'auraient pas les moyens d'en faire une arme dissuasive par rapport aux superpuissances. Le danger réel vient donc des superpuissances et non d'un Amin Dada entrant en possession de la bombe atomique. Le Dr Zinsou a critiqué la théorie de la non-prolifération qui assure aux superpuissances le maintien de leur hégémonie et leur permet d'accroître leur armement. La question n'est pas d'empêcher la prolifération, qui ne constituerait pas un danger plus grand que la situation actuelle avec l'hégémonie des superpuissances, mais de parvenir à un véritable désarmement. Or, il est apparu, le professeur Kastler l'a rappelé et Sonnenfeld n'a pu le nier, qu'aucun progrès, malgré les négociations sur le désarmement, qu'aucun progrès n'a été fait dans ce sens, au contraire.

Il est dommage que le débat n'ait pas été poussé plus loin, comme le suggérerait le Dr Zinsou ; ce qui est à remettre en cause, c'est l'hégémonie des superpuissances, la domination impérialiste, c'est là que résident les facteurs de guerre et non dans la bombe atomique en elle-même. Mais alors que le débat aurait pu être orienté dans ce sens, Jammot a laissé la conclusion à l'étudiant américain qui a peut-être de grandes connaissances en physique



La course aux armements : à fond sur le champignon

nucléaire, mais pas la moindre profondeur politique.

Malgré tout, ce débat aura permis l'expression de quelques positions intéressantes, venant du Dr Zin-

sou, et également de constater que les téléspectateurs qui ont téléphoné

ne se font aucune illusion sur les prétendues discussions sur le désarmement.

Se penchant vers moi, il ajouta :

— En janvier, je m'arrangerai à vous faire passer dans les bureaux.

Et il remonta sur le tapis de la chaîne, se retint au capot de la voiture qui passait et sauta lourdement dans l'allée.

Je regardai à ma gauche. Arezki contemplait son tournevis. J'entendais le bruit de mon cœur. J'aurais bien voulu m'éloigner sans paraître l'attendre, mais les jambes n'avançaient pas. Il se rapprocha, et très vite cria dans mon oreille :

— Vous m'attendrez ce soir à l'autobus comme avant ? Seulement, sortez plus tard, six heures vingt, vingt-cinq. D'accord ?

Et aussitôt, il ajouta, très fort :

— La voiture qui arrive a un pavillon déchiré au-dessus du rétro.

La voiture passa et la suivante vint. Le Magyar, qui descendait, me regarda, étonné de me trouver là immobile. Arezki avait rejoint les Tunisiens aux pavillons sans attendre ma réponse.

Pour trainer longuement, je me lavai plusieurs fois les mains. Les femmes se sauvaient, sans souci de leur visage. Un autre travail les attendait, pour lequel il n'était pas nécessaire de s'embellir. Les plus jeunes, ou celles qui avaient un rendez-vous faisaient leur « ravalement ». C'en était un. Neuf heures d'usine détruisaient le plus harmonieux des visages.

— Vivement la retraite... soupira ma voisine en boutonnant son manteau.

à suivre

# le liban dans la fausse paix 7

## DES LIBANAIS SUR LA VOIE DE LA LIBÉRATION

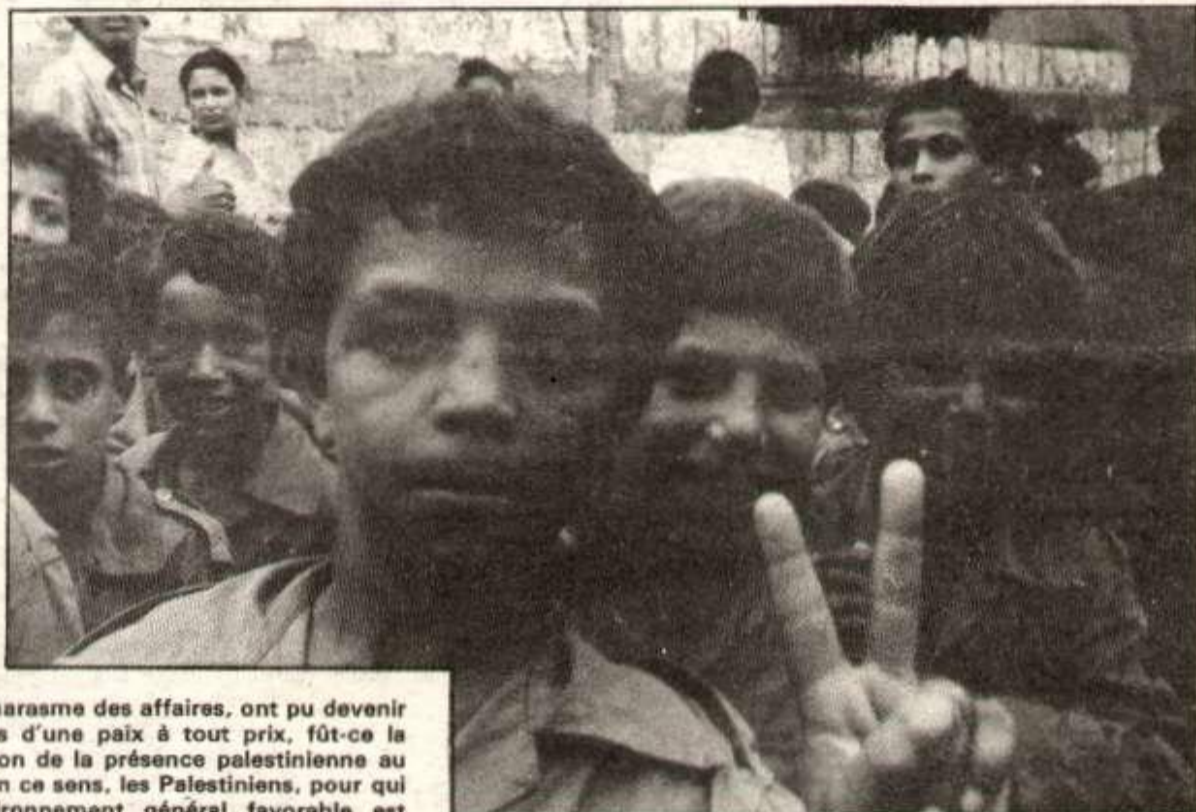
Reportage de Jean LERMET  
et Yomna EL KHALIL

Deux années de guerre, pour la population de Beyrouth, ont changé bien des choses. Et pas seulement par les conséquences immédiates des combats : difficultés économiques, deuils dans les familles, exodes des quartiers occupés par les Phalanges. C'est aussi dans les mentalités, la manière d'appréhender la réalité politique, que des transformations se sont produites. Certains responsables de la Résistance peuvent estimer qu'en se trouvant plus ou moins contrainte de s'engager dans les affaires libanaises, celle-ci a plutôt perdu de son crédit dans le pays. Le fait est que certaines couches moyennes qui affichaient une neutralité vaguement bienveillante à l'égard de la cause palestinienne, peuvent aujourd'hui être devenues hostiles.

Ceux qui avaient quelque chose à perdre, qui craignaient la destruction d'un maga-

sin, le marasme des affaires, ont pu devenir partisans d'une paix à tout prix, fût-ce la liquidation de la présence palestinienne au Liban. En ce sens, les Palestiniens, pour qui un environnement général favorable est important, ont effectivement perdu quelque chose.

En même temps, cependant, pour des couches populaires, et pour de nombreux jeunes, la réalité du combat a amené une réflexion politique plus claire, un engagement plus marqué. Des formes d'auto-organisation des masses, apparues dans certains quartiers de Beyrouth en vue de résoudre les problèmes immédiats tels que l'approvisionnement et les soins aux blessés et aux malades ont favorisé ce processus, notamment là où des militants patriotes ont su développer un travail.



Avec la victoire au fond des yeux...

### Un lieu ouvert aux masses.

Juste au-dessus des immeubles neufs et luxueux du quartier «Verdun», il suffit de franchir une grande rue pour changer de monde : c'est le secteur populaire de Aïcha. Le club de jeunes que nous avons visité, local bas, ouvrant directement au milieu des habitations, allait un peu à vau-l'eau quand les animateurs actuels l'ont pris en charge. Pendant que nous parlions avec eux (garçons et filles), l'animation n'a cessé de régner. D'autres jeunes entraînent, s'asseyaient un moment, participaient parfois à la conversation. On apportait les nouveaux maillots des équipes de football, ornés d'un flambeau. Une femme venait au dispensaire avec son enfant dans les bras, pour la vaccination. Ici, ceux qui nous parlent ont su créer un lieu où les masses se sentent chez elles.

En dehors de la simple existence d'un local ouvert — et celle-ci est importante par les discussions larges qu'elle permet — les deux activités principales sont maintenant le sport et le dispensaire. Pendant la guerre, les activités étaient différentes : aider à distribuer équitablement la nourriture, mobiliser la population pour l'apprentissage de la protection contre les roquettes et les obus. A l'origine du dispensaire, il y a eu les premiers soins à apporter aux blessés : le seul hôpital ouvert à Beyrouth-ouest était celui de l'université américaine : trop loin, trop difficile d'accès pour que ceux qui étaient touchés puissent être soignés dans des délais convenables. Avec d'autres étudiants en fin d'études, celui qui nous l'explique est venu travailler ici ; quelques lits ont été dressés, des

médicaments ont été trouvés ici et là. T., qui était en France à l'époque, en a collecté une pleine valise qu'il a ramené avec lui.

### Pour une livre libanaise...

Après le cessez-le-feu, au lieu que cette activité cesse, elle s'est transformée et développée. Aux trois étudiants en médecine, sont venus se joindre deux docteurs du quartier. Aujourd'hui, une consultation est ouverte tous les jours, avec des spécialités différentes : généraliste, pédiatre, soins aux nourrissons, dermatologie... Pour la somme symbolique d'une livre (environ deux francs), cinq à vingt personnes sont ainsi soignées tous les jours. Le médecin du quartier reçoit également, pour la même somme dans son cabinet ceux qui viennent de la part du dispensaire. Mais les activités ne sont pas restées séparées du club : une campagne de vaccination a été organisée sur le quartier, avec la participation des jeunes. Des mobilisations plus larges ont lieu pour aider à l'amélioration de l'hygiène. On en comprend l'importance quand on voit l'état de saleté dans lequel les autorités abandonnent de nombreuses rues de la capitale : quelques jours après notre départ, plusieurs cas de choléra se déclaraient au Liban.

Cette activité, née de la guerre, n'a pas fait oublier la guerre, avec sa signification politique ; au contraire : ces derniers mois, à la faveur des discussions qui se développent, plusieurs jeunes du quartier sont partis séjourner au Sud, pour y participer au combat patriotique. Plusieurs de ceux qui sont présents ont porté les armes

pendant les combats de Beyrouth. Tous sont d'accord que la question principale de la guerre était l'attaque contre la Résistance Palestinienne, et se sont fixés pour but de la défendre.

### Une certaine avancée politique

Mais ils disent aussi que cette question ne s'est éclaircie qu'au fur et à mesure de la guerre. En particulier, il a fallu lutter contre les tendances confessionnalistes. Même si, dans ce quartier à grande majorité chiïte, la population était nettement opposée à tout acte de violence dirigé contre les chrétiens, certains éléments ne l'entendaient pas de cette oreille : un camarade a reçu, nous dit-il, un coup de couteau dans le bras en interdisant qu'on s'en prenne à des chrétiens sous le seul prétexte de leur carte d'identité. Mais, rappelle aussitôt une fille, des chrétiens sont présents dans le comité patriotique du quartier. Et les premières victimes des Phalanges, ici, ont précisément été des chrétiens.

Nous avons voulu en savoir plus : nous avons demandé à ces jeunes, l'un après l'autre, quelle était l'attitude de leurs parents, comment elle avait évolué au cours des combats. Leurs réponses ont été à peu près unanimes : la nécessité de la lutte était mieux comprise à la fin qu'au début. Quand il s'agit d'accepter ou non que son fils risque sa vie pour une cause, cet accord politique de la génération précédente n'est pas, ne peut pas être, simplement formel : l'un des jeunes qui nous parle avait, avec lui, ses trois frères qui luttaient les armes à la main.

## VERS UNE EXPÉRIENCE POLITIQUE NOUVELLE ?

Les Libanais qui animent ce club de jeunes que nous avons visité, appartiennent à une organisation politique : les comités populaires. Leur orientation fondamentale est le soutien à la Résistance palestinienne, qu'ils considèrent comme le moteur de la résolution de la principale question dans leur région : la contradiction qui oppose le sionisme et l'impérialisme aux peuples arabes. Leur deuxième mot d'ordre est celui de «l'arabité du Liban». Il s'agit, dans un pays que la bourgeoisie maronite liée à l'impérialisme a toujours essayé, depuis 1943, de maintenir isolé du monde arabe, de lutter contre cette politique.

Naturellement, ces deux questions sont étroitement liées : dire aujourd'hui que le Liban doit participer à la lutte générale des Arabes, c'est orienter son activité de manière à ce que le peuple participe directement au combat contre l'occupation et l'agression israélienne. S'opposer aux isolationnistes, c'est naturellement se situer aux côtés de la Résistance palestinienne qui, depuis des années, n'a cessé d'être la principale cible de leurs attaques politiques et militaires.

Les comités populaires sont politiquement en accord avec la ligne générale du Fath, et leurs unités combattantes acceptent sa direction militaire ; d'assez nombreux Libanais membres du Fath militent dans leurs rangs. Cependant, ils estiment que la Résistance ne pouvant prendre en mains l'organisation des masses libanaises, une organisation distincte est nécessaire : c'est le sens de leur travail.

D'autres organisations libanaises, partagent la même attitude de soutien à la Résistance et particulièrement

au Fath, sans que leurs positions soient entièrement les mêmes. En particulier, nous avons eu l'occasion de rencontrer des camarades marxistes-léninistes du Sud, qui mettent plus l'accent sur la construction d'une organisation d'avant-garde. Tout en participant pleinement aux combats, ces camarades se sont particulièrement attachés à organiser les paysans pauvres du Sud dans la lutte contre certains grands propriétaires terriens. Actuellement, un village tout entier a ainsi occupé les terres d'une famille de riches propriétaires absenteïstes.

On ne peut oublier, en effet, que la guerre du Liban, qui visait principalement à la destruction de la présence palestinienne organisée, avait d'autres ressources, internes, depuis plusieurs années, le Liban était en effet le théâtre de toute une série de révoltes de masses : première grève ouvrière aux usines Ghandour, manifestation de pêcheurs à Saïda, mouvement des cultivateurs de tabac au Sud. En liant leur combat à celui du peuple palestinien, les masses libanaises mettaient ainsi en cause la stabilité d'une domination de classe : celle de la bourgeoisie compradore, essentiellement de confession maronite.

Les débats qui se déroulent entre ces camarades, dans le climat d'unité qui rapproche des frères d'armes, ouvrent peut-être la voie à une expérience d'organisation d'avant-garde, dans un monde arabe où jusqu'ici la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale ont tenu le devant de la scène politique, donnant à la lutte nationale les traits hésitants qui les caractérisent.